

LES CAHIERS 07

D'AUTONOMIE DE CLASSE **A2C** | MARS 2023



ÉDITO **DE L'HUILE SUR LE FEU**



Lorsque nous publions le dernier numéro des Cahiers d'Autonomie de Classe, quelques jours avant la première manifestation nationale contre la réforme des retraites appelée par l'intersyndicale qui n'avait pas été unanime depuis douze ans, notre espoir en ce mouvement était élevé. Et nous n'avons pas été déçus : le 19 janvier a marqué le plus imposant début de mobilisation du 21^e siècle. Elle a rassemblé entre 1,2 et 2 millions de manifestant·es, et ce n'était que la première d'une longue série de manifestations toutes plus massives les unes que les autres. Cette mobilisation contre la réforme des retraites du gouvernement Macron, et par extension contre Macron et son monde, est historique.

La liesse créée par ces moments ne doit pas nous faire perdre nos objectifs révolutionnaires de vue. On s'est vu·es, on s'est compté·es et une question nous brûle les lèvres : comment faire pour gagner ?

Les enjeux de cette réforme sont très élevés pour le capitalisme français et pour la classe dirigeante. Il s'agit de nous exploiter plus et plus longtemps en nous payant moins, ce qui représenterait un immense gain pour eux sur le long terme. Il s'agit aussi et surtout de casser le dos à notre mobilisation, pour derrière avoir le champ libre. C'est pourquoi le gouvernement ne va pas « écouter la colère » et ne reculera que le couteau sous la gorge : à nous de le lui mettre.

De la grève dans les secteurs déjà organisés...

Qu'on se le dise, l'impact économique direct ne suffira pas : lorsque l'enjeu historique est si important, l'État et les patrons peuvent tenir des semaines ou des mois, « quoiqu'il en coûte » ; et ils ont plus de réserves que nous. Nous ne devons pas nous contenter de les taper au portefeuille mais faire en sorte que la mobilisation s'étende toujours à de nouveaux foyers, qu'elle se massifie

C'est bien l'organisation par le bas, couplée avec le blocage du pays par la grève reconductible, qui nous fera gagner

et qu'ils perdent le contrôle du pays : en résumé, qu'ils prennent peur pour leur régime.

Si la mobilisation des secteurs stratégiques et les mieux organisés a un impact économique certain et immédiat et qu'elle a tendance à mener la lutte, elle ne suffira pas à paralyser le pays. Car c'est bien l'organisation par le bas, couplée avec le blocage du pays par la grève reconductible, qui nous fera gagner. Pour cela, il est nécessaire de s'appuyer sur les secteurs déjà organisés, mais surtout d'implanter la lutte partout où elle n'existe pas encore et de la fortifier.

Le mouvement actuel a commencé doté d'une intersyndicale plus large qu'en 2019, mais sans véritable secteur locomotive qui soit parti en grève reconductible dès le début. Cette fois-ci, malgré le caractère massif des journées de mobilisation, on a pu ressentir en janvier et février une appréhension et une hésitation certaine, comme si la lutte était, pour l'instant au moins, déléguée aux directions syndicales rassemblées : les piquets

Ce n'est pas le moment d'être prudent·e·s ni de cantonner chaque lutte dans son coin.

et les assemblées générales de grévistes, cœurs battants du mouvement de 2019, ont tardé et peinent encore à s'organiser.

L'un des tous premiers appels à la grève reconductible à partir du 7 mars est venu d'un secteur organisé en assemblées générales, celui de l'éducation à Paris. Dans la foulée, les intersyndicales SNCF et RATP, ainsi que plusieurs fédérations CGT (Chimie, Énergie, Ports et Docks) ont annoncé leurs propres appels à la reconductible. Ces appels audacieux permettent de poser la question des secteurs dits « stratégiques », qui sont indispensables mais qui ne peuvent se substituer au reste du mouvement.

...à l'autonomie de classe

Les secteurs stratégiques où la mobilisation est forte peuvent servir de point d'appui au mouvement, à condition de relayer leur confiance et leur combativité à d'autres secteurs où la grève peine à prendre. Pour cela, l'organisation par piquets et assemblées au plus près du terrain est indispensable. Partout, ceux qui sont déjà grévistes peuvent s'organiser pour identifier les lieux de travail proches à cibler, aider ceux qui veulent faire quelque chose (et nous sommes des millions à vouloir faire quelque chose) mais ne savent pas forcément par où commencer. La grève générale n'est pas une simple addition de luttes disparates : sa possibilité dépend avant tout de la transmission rapide, par les travailleur·euses elleux-mêmes, du virus de la lutte. Des ports, des raffineries, des écoles et des gares en grève doivent partir des dizaines de délégations pour apporter solidarité et courage à tous les secteurs de la ville, etc.

Le mouvement contre les retraites est l'occasion de construire pour aujourd'hui et pour la suite. Chaque échange autour des questions politiques dans nos quartiers, chaque lien fait au sein des manifestations est précieux. Ce sont ces liens qui, petit à petit, créent le rapport de forces, étendent la toile et la solidifient. Et c'est ce à quoi nous devons travailler : renforcer nos amitiés politiques, nos collaborations stratégiques, nos relations de lutte tâtonnantes. Chacun des collectifs dans lesquels nous sommes investi·es devrait voir son effectif grandir au fur et à mesure de la mobilisation. La grève générale est le moment d'union de notre classe mais cette union est vivante, construite en bas et non décrétée par une direction syndicale, aussi radicale soit-elle. C'est au sein du mouvement que nous pouvons construire les bases solides et pérennes de notre autonomie de classe. Les espaces de collectif et de construction commune qu'il offre sont tous à investir, et à créer.

C'est le système tout entier qui est hué dans les rues chaque semaine.

Casser le conservatisme militant

La petite minorité militante de notre classe mène le plus clair de son activité hors mouvement, lorsque l'immense majorité de la classe survit dans des

conditions difficiles. On acquiert des habitudes et une certaine prudence qui sont indispensables pour ne pas se laisser démoraliser et démobiliser.

Mais lorsque notre classe se met en mouvement, lorsque des millions envisagent l'action, celles-ci peuvent se transformer en frein. C'est pourtant quand notre classe est réceptive qu'il faut faire preuve d'audace, prendre des initiatives, et se servir du fruit du travail passé pour construire à un rythme qui serait impossible hors mouvement. Ce n'est pas le moment d'être prudent·e·s ni de cantonner chaque lutte dans son coin.

Pour gagner, il faut faire classe !

En face, l'État a lui aussi une stratégie. Il ne lui suffit pas de nous attaquer au portefeuille. Le contexte international de compétition économique accrue doublée d'un réarmement impérialiste généralisé l'oblige à mettre au pas la société.

La loi Darmanin sur l'immigration, qui passe presque inaperçue pendant le mouvement des retraites, ressemble pourtant à l'attaque parfaite contre notre classe. Sur fond de propagande raciste nauséabonde, le gouvernement compte pérenniser les pratiques patronales de surexploitation des travailleur·euses dans les secteurs dits « en tension ». Il légalise ainsi l'existence d'une catégorie de « sous-travailleur·euses », qui n'auraient pas le même droit du travail que les autres car... étranger·es. Cette loi divise et préfigure de la brutalité avec laquelle l'État compte traiter chacun·e d'entre nous si nous lui en laissons l'initiative.

Exploitée et divisée politiquement par le Capital et l'État, notre classe doit être capable de s'unir. S'unir ne veut pas dire ignorer les hétérogénéités et les oppressions qui parcourent la classe ; mais ça veut dire être capables de se penser comme le pouvoir alternatif, comme capables de confronter tous les problèmes de la société, et notamment les oppressions qui frappent des sections de notre classe et la divisent. Aux hommes d'être antisexistes, aux blanc·hes d'être antiracistes. Uni·es, rien ne pourra nous arrêter. Le mouvement, lorsque des millions rejettent activement le monde des exploitants et se questionnent sur le monde que nous pouvons construire, est l'occasion de construire ces unions politiques. La mobilisation actuelle est un moment exceptionnel pour renforcer nos liens : dans tous les cortèges, dans toutes les têtes, il n'est pas uniquement question du montant de la retraite que chacun·e pourra obtenir, mais bien d'idéologie. Les manifestant·es défilent et les grévistes s'arrêtent pour la fin du capitalisme, pour la fin du mépris à leur encontre, pour une société plus viable et solidaire. C'est le système tout entier qui est hué dans les rues chaque semaine. Cet élan de politisation doit être considéré comme une opportunité pour accentuer cette politisation, rendre audible des sujets qui peinent à se faire entendre : dans les moments collectifs, toutes les oreilles sont tendues, ou presque. À nous donc d'amener les questions qui sont encore minoritaires et dont nous sommes convaincu·es de l'importance dans chacun de ces moments, car c'est justement notre capacité collective à élaborer sur les questions féministes et antiracistes qui sera le ciment de l'autonomie de notre classe.

JU LHULLIER-LE MOAL, RENNES. ET JAD BOUHAROUN, PARIS 18^e



GRÈVER EN FÉMINISTES!

RETOUR D'EXPÉRIENCE SUR LA PRÉPARATION DE LA GRÈVE FÉMINISTE

En mars dernier, l'article « De la théorie à la pratique, la grève féministe n'est pas automatique » sortait dans la revue #2 des Cahiers d'A2C. Un an plus tard, cet article se propose de faire un état des lieux de la construction de la grève féministe quelques jours avant la date du 8 mars en s'appuyant sur les retours d'expérience des camarades de Rennes, de Marseille et du Havre.

Cela n'échappera à personne, ce 8 mars 2023 a lieu dans un contexte inédit ! Le mouvement contre la réforme des retraites bat son plein depuis plus d'un mois et demi. La réforme est rejetée de manière massive par la population et ce rejet s'ancre dans un climat d'inflation et de mise en lumière de l'accaparement des profits par les patrons et les actionnaires suite aux grèves d'octobre dans plusieurs sites du groupe Total. Ce contexte participe de la compréhension du mouvement comme une lutte de classe. Bien évidemment, construire la perspective de la grève féministe du 8 mars dans le cadre d'un tel mouvement n'a rien à voir avec ce qu'on avait pu imaginer jusqu'en décembre.

Des opportunités inédites

La séquence ouverte fin janvier nous a fait basculer en tant que collectifs féministes dans une situation bien différente de la précédente. En effet, cette dernière année nous avons continué à faire de l'agitation autour de l'idée de la grève féministe en multipliant les actions, les réunions publiques, la création de chants et de danses pour diffuser l'idée d'une manière moins conventionnelle qu'un tract. Avec le début du mouvement contre la réforme

des retraites, des opportunités énormes se sont ouvertes pour ancrer cet horizon du 8 mars dans la tête de centaines de milliers de personnes a priori éloignées des thématiques féministes. Il était donc important de continuer de créer des initiatives et de profiter de cette accélération du temps politique.

Avec le début du mouvement contre la réforme des retraites, des opportunités énormes se sont ouvertes pour ancrer cet horizon du 8 mars dans la tête de centaines de milliers de personnes a priori éloignées des thématiques féministes.

Très rapidement, un focus a été mis sur les conditions de travail des femmes et leur faible rémunération à partir de l'analyse de l'impact de la réforme sur leurs pensions de retraite. Ce focus a permis de mettre à jour ce que la dimension patriarcale du système capitaliste produit et a grandement facilité notre intervention dans les manifestations et assemblées contre la réforme. Tout à coup, parler de la division genrée du travail et de ses conséquences semblait audible à une large frange de la population. Car c'est bien une

des opportunités offertes par la grève : une disposition d'esprit, par la mise en mouvement avec d'autres à être bousculé-e, à vouloir comprendre et discuter, et in fine à remettre en question le système. Lors des différentes dates de mobilisation, nous avons organisé des cortèges et distribué des milliers de tracts. Nous avons pu sentir la curiosité voire l'engouement de personnes normalement éloignées de ces préoccupations. Notamment, un certain nombre de femmes qui n'ont pas le profil habituel de celles qui viennent aux réunions de nos collectifs et qui se sont jointes à nos cortèges : des femmes entre 45 et 60 ans, de la campagne environnante, travailleuses de la petite enfance, primo grévistes pour la plupart et venues avec leurs filles adolescentes pour certaines.

La prise de confiance de centaines de milliers de personnes pour descendre dans la rue et faire vivre le mouvement s'est aussi matérialisée chez des camarades arrivé-es récemment dans nos collectifs féministes. L'accélération du rythme a contribué à l'accélération des discussions politiques et stratégiques. En ce sens, le mouvement féministe a progressé et approfondi ses bases pour la suite bien plus rapidement qu'il ne l'aurait fait hors du mouvement social. Là où il y a un an, le constat d'une certaine difficulté à articuler « spontanément » la question du travail et du patriarcat était fait, il est notable que le mouvement a modifié en partie cet état de fait. Cela ne veut pas dire que c'est acquis. Dans certaines villes par exemple, il a été difficile de mener de front l'engagement syndical et la construction du 8 mars, démontrant qu'il n'est pas toujours aisé d'articuler des questions qui semblent a priori politiques avec des revendications a priori plus économiques.

Plus globalement, un pas énorme a été fait dans la compréhension et l'appropriation de l'idée de la grève comme moyen d'action désirable et pertinent. En effet, là où l'appel à une grève effective semblait encore relativement incantatoire en décembre, on peut aujourd'hui espérer un taux de grévistes bien plus important. Quoi de mieux qu'une séquence où tout le monde n'a plus que le mot « grève » à la bouche pour parler de grève féministe ? Cela tient également à l'appel unitaire des syndicats à faire du 8 mars une date de mobilisation du calendrier contre la réforme des retraites. Bien évidemment la situation est loin d'être la même partout et dans certains lieux, les syndicats se réapproprient cette date en faisant fi des cadres féministes qui la construisent depuis des mois, mais ce n'est pas le cas partout. Par exemple à Rennes, l'inter-organisation féministe qui existe depuis la rentrée de septembre et qui est composée de collectifs, associations, partis politique et de certains syndicats a pu conserver le lead sur l'organisation de la journée : l'intersyndicale élargie a appelé à se joindre à la journée sur les bases décidées par le cadre inter organisation. De même au Havre, l'interpro a appelé à ne pas organiser d'événement en journée malgré le début des grèves reconductibles, mais à soutenir et à se joindre à la manifestation féministe initialement organisée et qui aura lieu à 18 heures. Même si aujourd'hui une partie de ces syndicats appellent à la grève féministe par opportunisme, il n'en reste pas moins que cela nous offre une possibilité inédite de parler à leur base et marque un tournant.

Il sera bien plus aisé pour nous de nous adresser à ces syndicats pour construire la grève du 8 mars 2024 : pourquoi refuseraient-ils d'appeler à cette date alors qu'ils l'ont déjà fait ?

Des perspectives, des défis et des incertitudes

L'appel de l'intersyndicale à la date du 8 nous fait espérer être des centaines de milliers dans la rue, du jamais vu pour cette date emblématique du mouvement féministe. Le mouvement social actuel peut nous faire rêver à un 8 mars équivalent à celui du Chili en 2019, qui avait regroupé un nombre historique de manifestant-es. Mais le contexte n'en reste pas moins différent et nous souffrons encore d'écueils que le mouvement féministe chilien avait en partie résolu en 2019.

L'une des questions qui est apparue au fil des semaines de mobilisation est celle de la nécessité de formuler des revendications. En effet, pour un certain nombre de camarades, il semblait nécessaire de matérialiser les raisons de la grève par des mots d'ordre appropriables plus facilement. Cette question, loin d'être une simple question de forme, a soulevé des débats : formuler des demandes à l'État alors même que nous défendons le fait de s'attaquer aux racines du patriarcat, cela n'était-il pas contradictoire ?

Nous avons en partie résolu ces débats en proposant des espaces de discussions où la formulation de revendications était surtout un support pour favoriser l'auto-organisation du mouvement. Ces temps, qu'ils soient sous forme de réunions publiques ou d'assemblées n'ont pas mobilisé autant que nous l'aurions souhaité. C'est un défi pour cet

Plus globalement, un pas énorme a été fait dans la compréhension et l'appropriation de l'idée de la grève comme moyen d'action désirable et pertinent.





après 8 mars car nous pensons que la multiplication de ces espaces et leur investissement par une large frange du mouvement est une condition pour gagner dans le rapport de forces en cours.

Une autre discussion qui nous a occupée est celle de la place des hommes dans la grève féministe. Autant il apparaît de plus en plus évident dans les discussions que la grève doit être générale, au sens qu'elle implique l'ensemble de la population, autant cela pose la question des priorités. Qui cherchons-nous à convaincre de se mettre en mouvement en premier lieu ? La place des hommes dans cette grève est-elle dans la prise en charge des enfants et des tâches domestiques plutôt que dans la rue avec nous ? Comment lutter pour des revendications féministes aux côtés de ceux qui commettent régulièrement des actes sexistes ? Ces discussions sont toujours en cours et le mouvement permet d'expérimenter des choses au-delà des positionnements théoriques.

Un autre questionnement concerne la grève du travail reproductif. En effet, il n'était pas évident de trouver des manières de matérialiser l'arrêt de ces tâches étant donné qu'elles sont vitales et impliquent aussi de prendre soin des personnes dépendantes. Il ne nous semblait pas pertinent d'appeler à reléguer ces tâches aux hommes sur la journée du 8 car cela impliquait de laisser la question se gérer individuellement au sein des foyers. À Rennes par exemple, nous avons décidé d'organiser un grand banquet féministe 2 heures avant le départ de la manifestation afin de collectiviser cette tâche et de mettre en avant le travail reproductif. Le collectif de la Bulle propose aussi un accueil d'enfants toute la journée, comme cela a été le cas sur l'ensemble des journées de mobilisation depuis fin janvier. Pour la suite du mouvement, il apparaît pertinent de continuer à mener les discussions sur le travail reproductif, sur l'assignation des femmes à le prendre en charge ainsi que sur les moyens de le collectiviser.

Une des tentatives fructueuses concerne la volonté d'implanter la grève par quartier à Rennes.

Il est aussi certain que les féministes sont une chance pour le mouvement dans le sens où nous poussons par nos mots d'ordre sur la grève féministe à la prise en considération de questions politiques qui dépassent la question des retraites.

En effet, dès septembre, le collectif féministe local Nous toutes 35 a décidé de s'organiser en groupes de quartier pour réussir à mobiliser sur l'ensemble de la ville. Avec le mouvement social actuel, c'est un bon moyen pour de nouvelles-eaux membres de s'activer à une échelle parfois plus accessible et de participer à des initiatives localisées telles que des départs en cortège ou des actions de blocage. En dehors du mouvement actuel, cela a aussi permis de rencontrer des associations et des collectifs d'habitant-es par exemple et de diffuser l'information dans des réseaux non-militants. Reste à travailler dans le temps sur l'approfondissement de ces liens pour espérer qu'ils permettent des manifestations par quartier pour le 8 mars 2024 ou des piquets de grève tenus par des salarié-es et des habitant-es solidaires.

Pour conclure, le mouvement social contre la réforme des retraites est une chance pour faire progresser nos revendications féministes et ce 8 mars sera sans nul doute un moment historique. Il est aussi certain que les féministes sont une chance pour le mouvement dans le sens où nous poussons par nos mots d'ordre sur la grève féministe à la prise en considération de questions politiques qui dépassent la question des retraites. En ce sens, tout comme les camarades engagé-es sur le front contre la loi Darmanin, nous posons en pratique la nécessaire unité de notre classe pour être à même de remporter cette bataille et les suivantes.

KIM ATTIMON, RENNES



AUX ORIGINES DE L'OPPRESSION DES FEMMES

Dans l'imaginaire collectif, l'homme préhistorique était déjà guerrier et violent. La violence des hommes envers les femmes aurait toujours existé et ferait partie d'une « nature humaine ». Qu'en est-il vraiment ?¹ Amini déclenche des protestations généralisées dans tout le pays et réveille plus que jamais la volonté de mettre fin au régime meurtrier : s'ensuit alors un soulèvement massif à travers l'Iran, dans toutes ses villes, lycées et universités. Partout, ce sont les femmes qui sont en tête et qui crient, au péril de leur vie : « *Ce n'est plus une protestation, c'est une révolution !* » Chaque jour, toute personne qui ose s'élever contre la République islamique risque de se faire emprisonner, enlever, torturer et tuer. Pourtant « aucune brutalité n'a pu contenir la colère refoulée des femmes et des jeunes iraniens qui se sont déchaînés après 44 ans »².

Pourquoi cet article ?

Selon Marylène Patou-Mathis, il y avait peu de violences au Paléolithique, et dans les cas de violence avérée, l'observation de squelettes humains donne à voir des blessures cicatrisées. Les individus ont été soignés. Pour elle, « *les premières traces de violences semblent apparaître avec la sédentarisation des communautés, qui débute il y a environ 14 000 ans et augmente au cours du Néolithique, période marquée par de nombreux changements environnementaux (réchauffement climatique), économiques (domestication des plantes et des animaux qui permet un surplus de denrées alimentaires — attesté par leur lieu de stockage), sociaux (apparition des élites et des castes et leur corollaire, la hiérarchisation et les inégalités) et de croyances (apparition de divinités et lieux de culte).* »

Cette citation va dans le sens de ce que développe Engels en 1884 dans *l'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'État* qui s'appuie essentiellement sur les conclusions d'un anthropologue américain, pionnier de l'étude des sociétés primitives : Lewis Henry Morgan. Il postule qu'à l'origine, les humains ont vécu dans des sociétés sans propriété privée, sans division de classe et sans domination des femmes par les hommes. Pour lui, ce sont donc les changements dans la manière de coopérer des humains pour produire leur subsistance qui ont mené au remplacement de ce qu'il appelle le « communisme primitif » par la succession de sociétés de classe, dont le capitalisme est la plus récente. Au sein de ces modèles de sociétés ont existé différentes formes de familles et différents rapports d'oppression des femmes.

Cet ouvrage est aujourd'hui critiqué, même chez les marxistes : il est daté et bon nombre d'éléments sont erronés. En effet, cet ouvrage a été écrit il y a 150 ans, alors que les recherches sur les sociétés primitives n'en étaient qu'à leur balbutiement.

La domination des hommes sur les femmes a-t-elle toujours existé ?

Pour Christophe Darmangeat, auteur d'un ouvrage récent qui s'intéresse essentiellement à la question de la place des femmes dans les sociétés primitives, certaines thèses majeures d'Engels sont caduques. La domination masculine aurait existé durant la Préhistoire et ne serait donc pas un phénomène récent entraîné par le développement des inégalités économiques et des classes sociales.

Selon lui, l'élément principal de l'oppression des femmes serait à chercher dans la division sexuée du travail qui apparaît dès le Paléolithique supérieur notamment à travers l'exclusivité de la

L'HOMME MARYLÈNE PRÉHISTORIQUE PATOU EST AUSSI MATHIS UNE FEMME

—
Une histoire de l'invisibilité
des femmes

Allary Éditions

chasse pour les hommes, et donc de la détention des armes et du pouvoir politique.

Pour d'autres, comme Chris Harman ou Eleanor Leacock, même si effectivement certains points de la théorie d'Engels sont erronés, il n'en demeure pas moins que l'essentiel de son analyse reste juste.

Dans un texte intitulé *Engels et les origines de la société humaine*, Chris Harman s'appuie sur deux ouvrages majeurs d'Engels et insiste sur la justesse de ses analyses.

L'archéologie, l'ethnologie et l'anthropologie : des disciplines longtemps exclusivement masculines qui biaisent les réponses

Comment vivaient les humains et quelle était la place des femmes au Paléolithique dans les sociétés de chasseurs-cueilleurs et dans les premières sociétés agricoles et horticoles ?

Pour le savoir, il faut s'appuyer sur l'archéologie : les objets, les squelettes (marqueurs d'activités), les sépultures (tombes et biens funéraires), l'art (peintures, gravures, sculptures qui représentent des corps et des activités). Mais jusqu'aux années 1950, l'archéologie est un milieu d'hommes et l'idéologie sexiste domine.

« L'archéologie du genre » ou « féministe » émerge au milieu des années 1970 et va bousculer les codes. Ce courant dénonce l'orientation des recherches prioritairement sur la division sexuée du travail où les activités supposées valorisantes (production d'outils et d'armes, chasse et guerre) sont attribuées aux hommes. Mais également les interprétations faites à travers le prisme du déterminisme biologique et l'application de normes occidentales modernes construites autour de valeurs masculines à des sociétés passées.

Ce courant est crucial car il a permis de connaître, au moins en partie, le rôle et le statut des femmes

dans les sociétés anciennes. En partie, car il est très difficile encore aujourd'hui de savoir réellement comment vivaient nos ancêtres. Certes, les progrès de la science ont permis des avancées significatives, notamment avec l'analyse de l'ADN qui permet de déterminer le sexe des squelettes. Cependant, cela reste basé sur beaucoup d'hypothèses et d'interprétations.

L'ethnologie et l'anthropologie : la parole, les témoignages, l'étude des sociétés primitives et leur observation à l'époque moderne nous permettent d'aller plus loin dans les connaissances et l'analyse. Cependant, il faut là encore être conscient des déformations qui entretiennent la confusion sur la place des femmes dans les sociétés sans classe.

Eleanor Leacock dans « Le genre dans les sociétés égalitaires » nous alerte sur le fait que les anthropologues, majoritairement des hommes, interrogeaient d'autres hommes et ne questionnaient pas le statut des femmes.

Ensuite, elle note que les cultures analysées par les anthropologues existent dans un contexte colonial : « *Les généralisations sur les cultures tribales sont trop souvent construites à partir des rapports ethnographiques du 20^e siècle sans prendre en compte le colonialisme, l'impérialisme et leurs effets à l'échelle mondiale.* » Le déclin du statut des femmes a été accéléré par les pratiques patriarcales et les comportements importés par les européens.

Enfin, l'approche ethnocentriste dominante présuppose que la sphère publique serait masculine, et la sphère domestique féminine et qu'on élèverait les enfants de la même manière partout comme en occident.

Les sociétés de chasseurs-cueilleurs

Au Paléolithique supérieur (40 000 à 10 000 avant le présent), il y a une nécessité de coopération et de solidarité pour la survie du groupe.

Les chasseur·euses-cueilleur·euses sont des nomades qui parcourent de nombreux kilomètres chaque jour. Les femmes sont autant actives que les hommes et pratiquent la collecte avec leurs enfants sur le dos.

Une régulation des naissances est nécessaire. Le mode de vie nomade impose des contraintes physiques nombreuses et les maternités sont espacées d'environ 4 ans. Cette régulation des naissances passe également par l'abstinence, l'utilisation d'herbes pour la contraception ou l'avortement, et en dernier recours l'infanticide.

Un investissement du groupe dans l'éducation. Élever un enfant n'est pas juste la charge de la mère. Le groupe s'investit auprès de l'enfant et de la mère. À partir d'un certain âge, tous les membres du groupe peuvent alimenter l'enfant par le prémâchage qui existe également dans certaines sociétés actuelles.

La garde des enfants est aussi un service que peuvent rendre les différents membres de la communauté, hommes comme femmes.

Physiquement, on observe une robustesse des membres supérieurs gauche et droit, qu'il s'agisse des hommes ou des femmes.

Les femmes étaient robustes avec peu de surplus de masse grasseuse : le gibier étant une viande

maigre (les animaux d'élevage n'apparaissent qu'au néolithique).

Il ne faut donc pas voir dans les représentations des opulentes « Vénus » sculptée dans la pierre une représentation du physique des femmes de l'époque.

La question du pouvoir

Parler de « chef-fe » dans ces sociétés ne serait pas approprié : il s'agit de sociétés relativement égalitaires. Cependant, des personnalités peuvent devenir centrales pour leur talent de chasseur, leur capacité à gérer des conflits, ou à soigner.

Certaines femmes accèdent à un statut particulier en fonction de ce qu'elles ont fait pendant leur vie : quand elles ont aidé le groupe à survivre dans des situations difficiles, par exemple.

On retrouve dans certaines sépultures du Paléolithique des vêtements ou ornements qui indiquent un statut particulier de certains individus.

Concernant la division du travail

Les recherches archéologiques ont montré que la forte musculature des femmes de la préhistoire n'est pas sollicitée de la même manière que pour les hommes.

Chez les hommes, on observe des activités manuelles, qui peuvent être caractéristiques du lancer mais peut-être également d'autres activités, comme la taille du silex par percussion, l'utilisation de haches ou d'armes de chasse.

Il a été observé de petits arrachements osseux à la suite de blessures au niveau des articulations du coude chez nos ancêtres du Paléolithique. Chez les lanceur-euses de javelot, on observe des pathologies similaires. Sur les squelettes présentant ces blessures, 95 % sont des squelettes d'hommes. Sébastien Villote, archéologue, précise que l'on dispose de peu de squelettes de cette période et que ce qui est vrai pour l'Europe au Paléolithique supérieur ne l'est peut-être pas ailleurs.

La majorité des anthropologues et archéologues soutiennent qu'ailleurs dans le monde les activités sont assez équitablement réparties et que la distinction homme chasseur, femme collectrice n'est peut-être pas aussi tranchée.

De récentes découvertes sur un site archéologique au Pérou qui date de 8 000 ans avant le présent vont dans ce sens. Cinq fosses funéraires ont été fouillées et six individus en ont été exhumés. Deux d'entre eux étaient accompagnés d'une panoplie de chasseur : un homme d'une trentaine d'années et une femme de moins de 20 ans. Par ailleurs, cela ne serait pas un phénomène isolé. 10 sites américains (entre 12 000 et 8 000 avant notre ère) ont livré 11 sépultures féminines associées à des armes, ce qui remettrait la division stricte des tâches en question.

Les femmes avaient-elle le droit de chasser ?

La théorie de l'interdit du sang pour les femmes existe pour certains groupes. Les femmes donnant la vie, elles ne pourraient donner la mort. « L'utilisation d'armes de chasse perforantes est l'activité la plus genrée dans les groupes humains observés en ethnographie. Cette activité est plus souvent pratiquée par les hommes. »

Mais les interdits et les tabous ne sont pas valables partout. Nous avons l'exemple des femmes

Agtas des Philippines connues pour chasser à l'arc et à la machette.

Par ailleurs, même si les femmes étaient exclues de la mise à mort, elles avaient une place très importante dans l'acquisition de protéines animales. Avec les enfants, elles pouvaient participer à la capture du gibier. D'ailleurs, l'essentiel de la nourriture provenait des petites chasses, du ramassage et des collectes. Chez les Sans du Kalahari, 75 % de l'apport de nourriture est le fait des femmes, la grande chasse restant quelque chose d'exceptionnel partout dans le monde.

Selon Marylène Patou-Mathis, la répartition des tâches se faisait davantage en fonction des aptitudes et compétences, voire des goûts de chacun•ne. L'objectif étant l'efficacité mais également la préservation de l'entente du groupe.

La division sexuelle du travail : signe de la domination des hommes ?

Pour Chris Harman, malgré la division du travail entre hommes et femmes, la cueillette procurant une part plus importante de la ration alimentaire que la chasse, il n'y a pas nécessairement une évaluation plus haute du travail des hommes. Cela est cependant le cas dans les sociétés où la viande est la composante essentielle comme chez les aborigènes australien•nes, où les hommes sont considérés comme supérieurs aux femmes. Mais il note que même dans ce cas, les femmes comme les hommes prenaient part aux décisions pour le groupe.

Dans certaines sociétés, il existe une forme de hiérarchie mais pas d'oppression systématique et les femmes peuvent s'opposer aux décisions de leur mari. Cela tiendrait en partie au fait qu'il existe des sociétés matrilineaires ou matrilocales.

Pour Harman, ce n'est pas la division du travail en soi qui crée la domination mais lorsque les femmes n'ont plus un rôle central dans la production et que les sociétés deviennent essentiellement patrilineaires.

Pour Christophe Darmangeat, l'importance de la filiation a été surestimée pour comprendre le statut des femmes dans les sociétés primitives. Dans





Ainsi, on ne peut pas encore parler véritablement de sociétés de classes. Pour que les sociétés agricoles le deviennent, le commerce extérieur et la colonisation ont joué un rôle majeur.

plusieurs sociétés, la filiation n'était pas unilinéaire, il y a eu coexistence de tribus matrilineaires ou patrilineaires.

Certaines tribus d'Australie ou encore de Nouvelle-Guinée étaient organisées de façon matrilineaire pour certaines et de manière patrilineaire pour d'autres. La situation des femmes n'en était pas altérée. Selon lui, l'ethnologie a démontré que la filiation matrilineaire ne signifiait pas que les femmes avaient une position plus favorable.

Par ailleurs, le sexe a été le critère principal de division du travail dans toutes sociétés primitives et si les tâches attribuées diffèrent d'un peuple à l'autre, certaines comme la chasse ne varient pas. Selon lui, les hommes retirent un prestige de la viande qui est le mets le plus apprécié et prestigieux. Il y aurait donc une valorisation sociale du chasseur.

Évolution de l'agriculture : un changement de mode de production aux conséquences majeures pour le statut des femmes

Au Néolithique (10 000 à 3 000 avant le présent), c'est-à-dire avec le développement des sociétés horticoles et agricoles, les femmes ont un rôle très important dans la culture des plantes et la conservation des aliments mais les évolutions techniques et notamment la charrue pour le labourage va réduire sa place dans la production. Les femmes retournaient la terre à la houe, dorénavant ce sont les hommes qui vont labourer.

Ces changements dans la division du travail sont dus, selon Chris Harman, à la fois à des impératifs biologiques et à des besoins sociaux. Quand dans les sociétés de chasseur-euses-cueilleur-euses nomades,

il y avait une nécessité d'espacer les naissances pour qu'aucune femme n'ait à s'occuper de plus d'un enfant à la fois, c'est l'inverse dans sociétés agricoles : chaque enfant est potentiellement un cultivateur en plus.

De plus, avec la transition vers l'agriculture et le stockage de la richesse, qui peut être volée, on assiste au développement de la guerre dans les sociétés agricoles. Il faut donc compenser une mortalité plus élevée.

C'est dans l'intérêt de la société dans son ensemble que les femmes ne participent pas aux activités comme la guerre, les longs voyages et les tâches agricoles lourdes.

« Le résultat est que les femmes ont un rôle central dans la production, aussi bien que dans la reproduction dans les sociétés de chasseurs cueilleurs et d'agriculture primitive. Mais sont exclues des productions qui dégagent le plus grand surplus avec l'arrivée de l'agriculture lourde, la révolution urbaine, et le passage d'une société "communautaire" ou "d'association de parenté" à la société divisée en classes. »

Avec le développement de l'agriculture, du stockage et de la guerre, la nécessité d'un contrôle social voit le jour et des chefs émergent. Ceux-ci échappent à la charge de travail et peuvent se comporter comme une classe exploiteuse. Cependant, la production est individuelle, elle repose sur le foyer (travail des cultures et soins aux bêtes) mais le mode de production reste commun et basé sur le partage. Chris Harman parle de contradiction de la production car la survie de la société dépend à la fois de l'activité individuelle des foyers qui assurent la production et du partage coopératif et altruiste à l'intérieur du groupe qui assure la reproduction.

Ainsi, on ne peut pas encore parler véritablement de sociétés de classes. Pour que les sociétés agricoles le deviennent, le commerce extérieur et la colonisation ont joué un rôle majeur.

Pour Darmangeat, l'élément décisif pour la situation des femmes se situe beaucoup moins du

côté des classes sociales et de l'État en eux-mêmes que du côté de l'intensification de l'agriculture, soit de l'utilisation de la charrue et de l'irrigation qui excluent les femmes de la production.

Pour cela, il s'appuie sur des exemples de sociétés étatiques qui ont laissé aux femmes une place dans l'appareil hiérarchique autre que « première servante » (les Yoruba, le Dahomey, les Incas). Ces sociétés ne pratiquaient pas une forme intensive d'agriculture.

Le royaume du Dahomey situé au sud-est de l'actuel Bénin possédait une force armée qui regroupait plusieurs milliers de combattantes. Sa fondation remonterait au début du 18^e siècle. La participation des femmes à l'appareil d'État ne se limitait pas à sa force armée. Les postes au sein du gouvernement étaient occupés par des femmes comme par des hommes.

Des sociétés égalitaires sans domination masculine ont-elles existé ?

Dans son texte *Le genre dans les sociétés égalitaires*, Eleanor Leacock décrit le statut des femmes chez les indiens Naskapi Montagnais de la péninsule du Labrador (Canada oriental) à partir d'observations d'européens au 17^e siècle.

Elle explique que ces sociétés égalitaires se sont transformées avec le passage du partage au troc puis au commerce généralisé et la spécialisation du travail.

Elle a démontré que le commerce de fourrures avec les blancs a profondément changé les rapports entre les sexes au bénéfice des hommes.

Christophe Darmangeat note que l'impact dévastateur du marché capitaliste a pu être observé pour beaucoup d'autres sociétés primitives mais il montre également qu'il existe des cas de sociétés économiquement égalitaires de chasseur·euses-cueilleur·euses dans lesquelles se manifeste une oppression des femmes sans que cela puisse être mis sur le compte du contact avec des sociétés plus développées.

Ainsi, il cite des exemples de sociétés économiquement égalitaires dans lesquelles les rapports entre hommes et femmes sont égalitaires : Les San ou Kung du Kalahari (Botswana Namibie), Les chasseurs-cueilleurs des îles Andaman (Birmanie), Les Mbuti de l'actuel Congo. Mais aussi des sociétés égalitaires économiquement mais où il n'y a pas d'égalité entre hommes et femmes : Les Selk'nam ou Onas de la terre de feu, Les Inuits, les aborigènes d'Australie.

Il en conclut que « la situation relative des sexes apparaît très variable d'une société à l'autre, avec à un extrême, un relatif équilibre entre femmes et hommes, à l'autre, l'infériorisation systématisée des premières, et toutes les modalités intermédiaires possibles ».

Toutefois, il note que la participation des femmes aux travaux productifs apparaît partout comme une condition nécessaire d'une position favorable pour elles bien qu'elle ne soit pas suffisante.

L'analyse matérialiste permet de comprendre comment les relations sociales se construisent en fonction des moyens de subsistance et des changements de modes de production.

La sédentarisation et le développement de l'agriculture intensive a amené un changement

La sédentarisation et le développement de l'agriculture intensive a amené un changement fondamental dans le statut des femmes car ce mode de production a généré du surplus, produit par les hommes, ce qui leur a donné une place dominante dans la société.

fondamental dans le statut des femmes car ce mode de production a généré du surplus, produit par les hommes, ce qui leur a donné une place dominante dans la société. Les femmes qui étaient centrales dans la production des moyens de subsistance en ont été écartées.

L'évolution de la famille et le caractère de l'oppression des femmes dans les différentes sociétés de classes jusqu'à aujourd'hui, pourrait faire l'objet d'un prochain article et permettrait d'approfondir le débat.

Bien que de nombreux points restent encore à explorer et développer, à travers l'étude des sociétés primitives, on observe qu'il a existé des sociétés égalitaires sans domination systématique des hommes sur les femmes. Ainsi, l'oppression des femmes n'est pas l'expression de la nature humaine mais bien le produit de conditions matérielles et de développements historiques concrets. C'est fondamental car cela montre que la domination masculine n'est pas indépassable.

MARIE PÉRIN

1 – Préhistorienne et directrice de recherche au CNRS.

2 – Marylène Patou-Mathis, *L'homme préhistorique est aussi une femme*, Allary Editions, 2020.

3 – Christophe Darmangeat est enseignant chercheur en sciences économiques et anthropologie sociale.

4 – Christophe Darmangeat, *Le communisme primitif n'est plus ce qu'il était. Aux origines de l'oppression des femmes*, smolny, 2022.

5 – Militant, dirigeant du Socialist Worker Party (SWP) Parti révolutionnaire anglais et historien (1942-2009).

6 – Anthropologue féministe américaine (1922-1987).

7 – Engels et les origines de la société humaine, 1994.

8 – *Le rôle du travail dans la transformation du singe en homme*, 1876 et *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*, 1884.

9 – L'invention du porte-bébé date du Paléolithique, une représentation existe sur un site archéologique en Allemagne in Lady Sapiens, *Les arènes*, 2021.

10 – Sébastien Villote in Lady Sapiens, *Les arènes*, 2021.

11 – *Ibid*

12 – *Ibid*

13 – *Ibid*

14 – La descendance est établie dans la lignée féminine. Les liens les plus importants de l'enfant ne sont pas avec le père qui appartient à un lignage différent mais avec sa mère et le frère de sa mère. La responsabilité d'un homme n'est pas envers ses enfants biologiques mais envers ceux de sa sœur.

15 – Un homme s'installe dans un foyer dirigé par sa femme, les sœurs et la mère de celle-ci.

16 – Voir « Matrilinearité et situation des femmes » in Christophe Darmangeat, *op. cit.*

17 – Chris Harman, *Engels et les origines de la société humaine*, 1994.

18 – Voir le film de Gina Prince-Bythewood, *The Woman King* sortie en salle en septembre 2022.

19 – C. Darmangeat parle « d'équilibre » plutôt que d'égalité car selon lui, il ne peut y avoir d'égalité s'il y a séparation entre des domaines masculins et féminins. Voir la conclusion de son ouvrage et son analyse du capitalisme et du salariat comme premier système à poser les conditions de la disparition de la division sexuelle.

An Attack Against One
Is An Attack Against All



LOI DARMANIN :

LE DEUXIÈME FRONT

Ce texte, de deux de ses animateurs, a été publié et diffusé par la Marche des solidarités, le 8 février 2023. Nous le publions ici avec leur accord.

Le 1^{er} février, en plein conflit sur les retraites, Gérard Darmanin a présenté son projet de loi immigration au Conseil des ministres. Et confirmé que ce texte déjà infâme... allait encore être durci.

La convergence des agendas n'a rien du hasard. Et au-delà du cynisme des manœuvres politiciennes vis-à-vis de la droite, la combinaison de ces deux lois (mais aussi des attaques sur le logement ou sur les assurances chômage) a une logique globale.

Et nous aurions tout à perdre à les dissocier dans le mouvement de riposte actuel.

Car le deuxième front ouvert par le gouvernement sur l'immigration n'est pas une simple diversion qu'il faudrait ignorer pour se concentrer uniquement sur la question des retraites.

Pas une diversion

Ce n'est pas une diversion pour les migrant-es et sans-papiers tant le projet de loi renforce leur criminalisation (inscription au fichier des personnes recherchées, assignation à résidence, légalisation de la prise d'empreintes de force, systématisation des OQTF et des IRTF).

Ce n'est pas une diversion pour les millions de travailleurs et travailleuses étranger-es, avec ou sans papiers, dont les titres de séjour, raréfiés, seront encore plus précaires, ouvrant à des droits plus limités et susceptibles d'être remis en cause au bon vouloir de l'arbitraire étatique et policier. (<https://antiracisme-solidarite.org/argumentaire-contre-la-loi-darmanin/>)

Mais ce n'est pas une diversion aussi parce que, au-delà des nouveaux reculs pour nos libertés à tous et à toutes que porte ce projet, sa logique nourrit celle qui est portée par l'attaque sur les retraites.

C'est à cela que voudraient nous réduire Darmanin et Macron : bosser ou rapiner

Alors, s'il l'emporte à l'issue de la séquence actuelle, le pouvoir aura mis en place une société encore plus fracturée, atomisée et raciste soumise à un État fort brisant toute notion de solidarité.

Et nous savons bien que des retraites à l'accueil des migrant-es, en passant par l'hôpital ou l'école, les arguments sur le manque de moyens sont de simples mensonges. Les actionnaires du CAC 40 croulent sous les dividendes, Total annonce des bénéfices records et l'État d'Emmanuel Macron vient d'annoncer qu'il avait plus de 400 milliards d'euros à dépenser pour l'industrie de mort.

Bosser jusqu'à la mort

Le 6 décembre dernier, à propos de son projet de loi, Gérard Darmanin dévoilait le fond de la logique du gouvernement : « on veut ceux qui bossent, pas ceux qui rapinent ».

Il visait bien sûr d'abord les étranger-es présenté-es, dans un registre ouvertement raciste, comme délinquants potentiels, profiteurs d'allocations...

Mais la simplicité populiste de la formule porte bien plus loin.

C'est à cela que voudraient nous réduire Darmanin et Macron : bosser ou rapiner. Si tu ne bosses pas, tu rapines. Si tu ne veux pas être dans la catégorie « rapine » il faut bosser. Et il suffit de traverser la rue pour pouvoir « bosser ». Bosser jusqu'au tombeau, bosser dans n'importe quelles conditions (celles des patrons), à n'importe quel prix.

Et si tu n'acceptes pas, alors ça veut dire que tu rapines. Le crime ce n'est pas de tuer ou de violer, c'est de bénéficier des allocations chômage ou de la retraite ou du droit à un salaire décent. Le crime c'est l'idée même de solidarité.

Bosser jusqu'à crever. À la RATP, depuis octobre, une prime de 150 euros par mois a été mise en place. La condition : ne jamais être absent·e, que ce soit pour maladie ou parce que ton gamin est malade... ou pour grève.

Métiers en tension ?

Le projet de loi de Darmanin prévoit que, désormais, le critère de régularisation pour les sans-papiers se fera sur la base des « métiers en tension ». Le terme de « métiers en tension » est un terme patronal. Ce qu'il nomme ainsi ce sont, en réalité, des secteurs de « haute exploitation » pour les travailleurs et travailleuses. Ceux dans lesquels travaillent déjà les sans-papiers.

Ce sont ces conditions de « haute exploitation » (salaires faibles, conditions de travail dégradées, durée du travail) qui expliquent les difficultés patronales à trouver une main-d'œuvre « légale » qui les accepte sur la durée.

Alors, avec l'attaque sur les retraites, sur l'assurance chômage, contre les immigré·es, l'État veut forcer les seniors, les chômeurs et chômeuses, les bénéficiaires du RSA et les étranger·es à « bosser » à ces conditions. Avant de généraliser ces conditions pour toutes.

Celles et ceux qui ne veulent pas ? Qui exigent l'égalité des droits, des revenus décents, de meilleures conditions de travail ? Ce sont celles et ceux qui « rapinent ». Celles et ceux dont « on » ne veut pas.

Nation ou solidarité de classe ?

Le « on » de Darmanin est volontairement indéfini mais porte tout le venin idéologique de la politique du pouvoir. Il dit « viens faire partie de notre "on", celui du pouvoir, des riches et des patrons. Mais qui masque sa réalité de classe derrière la nation, la patrie, les « valeurs » de la République.

L'autre de ce « on », c'est celui ou celle qui profite, qui refuse l'inégalité, l'étranger·e de préférence, mais aussi celui, celle qui manifeste, qui s'organise, qui grève. Et la criminalisation des étranger·es précède et légitime celle de tous ceux et celles qui résistent.

Sur la question des retraites, pour l'instant, Macron, Borne et Darmanin, n'ont pas réussi à prendre la majorité d'entre nous pour des « on ». Pour l'instant.

Il n'est pas sûr que ce soit le cas sur la question de l'immigration.

Mais si nous n'arrivons pas à briser ce « on » de Darmanin, raciste, nationaliste, il nous reviendra comme un boomerang cassant toute possibilité de faire triompher dans la lutte et par la lutte nos conceptions de solidarité. Condition pourtant nécessaire pour gagner, sur les retraites comme sur la loi Darmanin.

Même Macron, même combat

Des centaines de collectifs, associations, syndicats ont signé un texte commun contre la loi



Darmanin, Uni-es contre l'immigration jetable. Il faut rejoindre cette dynamique, en nourrir le mouvement de lutte actuel.

Mais les tribunes et appels ne suffiront pas. Il faut que cela se traduise par des mobilisations concrètes. Tout comme la victoire sur les retraites ne gagnera pas uniquement par des sondages d'opinion, la victoire contre la loi Darmanin ne sera possible que par une mobilisation active et visible de millions d'entre nous.

Ces victoires nécessitent une unité qui ne peut être soudée que par la démonstration active de la solidarité : Français·es, Immigré·es, Même Macron, même combat. Pour défendre nos retraites et contre la loi Darmanin.

Nous, avec la Marche des solidarités, avec les collectifs de sans-papiers, sommes partie prenante de la lutte pour défendre nos retraites et tous nos droits dans nos quartiers, nos écoles, celles de nos enfants, sur nos lieux de travail.

Nous nous adressons, ici, à toutes celles et ceux qui sont mobilisé·es sur les retraites, et notamment les membres des organisations syndicales, les assemblées locales, les interpros...

Portez, construisez, participez à la lutte contre la loi Darmanin. Faites-en un enjeu du mouvement actuel.

Imposons la régularisation immédiate des sans-papiers des secteurs dits « en tension », à commencer par les grévistes de DPD et Chronopost en lutte depuis plus d'un an. À commencer par les sans-papiers travaillant sur les chantiers des JO.

Il n'y a pas besoin de nouvelle loi pour cela.

Ensemble on peut gagner. Il n'y a qu'ensemble que nous pouvons gagner.

Nous préparons une journée nationale le 25 mars — contre le racisme et contre la loi Darmanin — avec des manifestations régionales dans toutes les grandes villes du pays à l'occasion de la Journée internationale contre le racisme.

ANZOUMANE SISSOKO, DENIS GODARD

UN ANTIRACISME PAR EN HAUT ?

BEAUFs ET BARBARES D'HOURLA BOUTELDJA

Dès les premières pages, Houria Bouteldja est claire sur son analyse de la situation : Si nous ne mettons pas fin au capitalisme qui domine notre monde, alors nous nous dirigerons vers la guerre et la destruction du vivant. Elle identifie une force — qu'elle nomme selon les passages « *forces populaires* », « *classes populaires* », « *prolétariat* » — capable d'empêcher cette trajectoire du pire, à une condition : son unité. L'autrice s'attaque dans ce livre aux conditions qui permettraient cette unité et pointe un facteur de désunion central : le racisme.

Les relais de cette idéologie disposent d'un certain degré d'autonomie vis-à-vis de l'État qui permet d'expliquer, en dehors des conditions qui l'ont produite, la persistance d'une forme de racisme développée à un moment donné de l'histoire.

Les origines du racisme et son évolution

Pour ce faire, Houria Bouteldja revient sur les origines du racisme et détaille comment l'essor du capitalisme a produit l'expansion de l'esclavage qui le nourrissait en retour, accélérant son développement jusqu'à la création des premiers États-Nations. D'un racisme biologique qui permettait de justifier la coexistence de l'esclavage et des Lumières où « *Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits* », à un racisme « civilisationnel » pour expliquer la colonisation, jusqu'à la hiérarchisation culturelle et l'islamophobie d'aujourd'hui.

La manière dont les « beaufs » et les « barbares » se perçoivent et interagissent n'est pas uniquement déterminée par leurs conditions matérielles, mais également par l'idéologie de la classe dominante, la bourgeoisie. Et les relais de cette idéologie disposent d'un certain degré d'autonomie vis-à-vis de l'État qui permet d'expliquer, en dehors des conditions qui l'ont produite, la persistance d'une forme de racisme développée à un moment donné de l'histoire. Le racisme des Nazis n'est ainsi pas « *anachronique* » comme Houria Bouteldja le dit (p. 45), il vient plutôt illustrer cette autonomie que le modèle « *d'État intégral* » qu'elle a choisi ne permet pas d'appréhender.

C'est dans l'action que les idées changent

Vis-à-vis des Gilets jaunes, Houria Bouteldja pose une question simple : « *on ne peut pas faire procès aux Gilets jaunes d'avoir exprimé ouvertement un sentiment raciste ou franchement partisan des idées d'extrême droite. On peut se demander pourquoi n'ont-ils pas ouvert plus les vannes de*

cette spontanéité chauvine ? Pourquoi cette retenue ? » Selon elle, c'est un « savoir intime » qui leur aurait permis de reconnaître leur véritable ennemi de classe et de se prémunir de la division raciste.

Cette réponse ne résiste pas à l'analyse des faits : les fascistes ont tenté de s'engager dans le mouvement, des électeur·rices du RN y ont participé et, sans être dominants, des préjugés racistes et nationalistes s'y sont exprimés.

Il ne s'agit donc ni de « retenue », ni de « savoir intime », mais de luttes politiques — parfois physiques et violentes — contre le développement des idées racistes et l'implantation des fascistes dans le mouvement qui ont été menées et gagnées plus ou moins rapidement dans les différentes villes.

Les idées dominantes sont les idées de la classe dominante. Si ces idées sont acceptées par la classe ouvrière, c'est parce qu'elles apparaissent cohérentes avec la situation de mise en concurrence permanente dans laquelle la bourgeoisie la met. C'est lorsqu'on se retrouve à agir collectivement que des possibilités s'ouvrent pour développer de nouvelles idées de coopération et de solidarité — à condition que le combat soit mené !

C'est lorsqu'on se retrouve à agir collectivement que des possibilités s'ouvrent pour développer de nouvelles idées de coopération et de solidarité — à condition que le combat soit mené !

Antiracisme par en haut

Houria Bouteldja développe la nécessité d'un antiracisme politique qui reconnaît que les ouvrier·es blanc·hes ont aussi un intérêt matériel et donc politique à se battre contre le racisme. Sans cet intérêt matériel, alors l'engagement ne peut être que moral.

Mais son erreur, c'est qu'elle développe un antiracisme par en haut : plutôt que de mener le combat contre le racisme au sein de la classe, elle contourne le problème et propose de construire l'unité par un « *frexit décolonial* » (p. 234) comme horizon politique qui permettrait de rassembler « beaufs » et « barbares » et « *cela implique de défendre des politique de nature économique (la nationalisation de secteurs stratégiques de l'économie par exemple), sociale, législative et culturelle (la réhabilitation des langues et cultures régionales)* ». La condition de l'unité de notre classe, ce n'est plus de faire reculer le racisme et, plutôt que de faire de la politique, Houria Bouteldja développe un programme électoral.

MATHIEU PASTOR, PARIS 20^e



ARRÊTER LE TRAVAIL, COMMENCER À RÊVER!

L'enjeu de la dynamique de grève que nous connaissons depuis le 19 janvier est majeur. Il ne s'agit pas seulement de faire reculer un pouvoir qui veut nous faire travailler plus longtemps pour le profit des plus riches. Face à un système qui s'enfonce dans une crise économique mondiale, qui fait resurgir le spectre de la guerre et du fascisme, la grève remet les pendules à l'heure quant au rôle central de la classe ouvrière, de la puissance de sa force collective. L'expérience que nous faisons de cette période de grève peut amener à des avancées décisives vers la perspective que développait Marx : «l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.»

La grève joue un rôle déterminant dans la lutte de classe et exprime une force collective sans précédent dans l'histoire. Les grèves de masse ont profondément et durablement modifié la confiance, la conscience et l'organisation de la classe ouvrière et mis au centre la question de son émancipation.

Le rôle central que joue la grève depuis l'avènement du capitalisme tient à la position spéciale qu'occupe la classe ouvrière dans les rapports de production capitaliste.

Les salarié-es, dépossédé-es des moyens de production et du produit de leur travail, n'ont que leur force de travail à vendre, comme une marchandise, que les capitalistes exploitent pour en extirper toujours plus de profits.

La concurrence incessante que se livrent les capitaux ou blocs de capitaux mène une logique d'accumulation pour l'accumulation : les capitalistes ne contrôlent pas la production pour satisfaire les besoins de la population, ni même pour satisfaire leurs besoins propres si pharaoniques soient-ils, mais pour augmenter toujours plus le capital qu'ils contrôlent.

Cela les conduit à mener une lutte permanente contre les salarié-es afin d'augmenter leur plus-value : autour du temps de travail, des salaires, de

l'organisation du travail pour le rendre plus productif, de l'introduction d'innovations technologiques...

Le capitalisme introduit une division du travail à l'échelle d'une entreprise comme à l'échelle mondiale : un seul smartphone contient une parcelle de travail de centaines, peut-être de milliers de salarié-es de par le monde entier, depuis l'extraction du minerai jusqu'à l'usine d'assemblage. Si bien que lorsque la production cesse au niveau d'un maillon, c'est toute la chaîne de production qui en est impactée, d'autant plus qu'elle s'organise à flux tendu.

C'est cette position collective de la classe ouvrière en tant que productrice et en tant qu'exploitée qui fait de la grève collective le seul moyen de lutte des travailleur-euses et qui explique son potentiel à se généraliser en grève de masse.

La grève : école de la guerre de classe

Mais la grève ne fait pas qu'exprimer un rapport de forces collectif, elle organise la classe ouvrière et en développe la conscience.

Dans *Misère de la philosophie*, Marx répondait à Proudhon qui s'opposait au droit de grève en niant son efficacité économique. Il soutenait non seulement que la grève permettait d'obtenir de meilleures conditions de vie pour les travailleur-euses, mais il ajoutait :

« En Angleterre, on ne s'en est pas tenu à des coalitions partielles, qui n'avaient pas d'autre but qu'une grève passagère, et qui disparaissaient avec elle. On a formé des coalitions permanentes, des trades-unions [...] La formation de ces grèves, coalitions, trades-unions marcha simultanément avec les luttes politiques des ouvriers [...] Dans cette lutte — véritable guerre civile — se réunissent et se développent tous les éléments nécessaires à une bataille à venir [...] cette masse se réunit, elle se constitue en classe pour elle-même. Les intérêts qu'elle défend deviennent des intérêts de classe. Mais la lutte de classe à classe est une lutte politique. »

Analysant le développement des grèves précédant la révolution de 1905, Lénine écrivait :

« Chaque grève rappelle aux capitalistes que ce ne sont pas eux les vrais maîtres mais les ouvriers, qui proclament de plus en plus hautement leurs droits. Chaque grève rappelle aux ouvriers que leur situation n'est pas désespérée, qu'ils ne sont pas seuls [...] Les esclaves commencent à exiger de devenir des maîtres, de travailler et de vivre non point au gré des grands propriétaires fonciers et des capitalistes mais comme l'entendent les travailleurs eux-mêmes [...] Ainsi les grèves apprennent aux ouvriers à s'unir [...] à penser à la lutte de toute la classe ouvrière contre toute la classe des patrons de fabrique et contre le gouvernement autocratique, le gouvernement policier. C'est pour cette raison que les socialistes appellent les grèves "l'école de guerre" ».

Non seulement la grève organise la classe sur le long terme, mais elle développe ses intérêts collectifs, sa conscience politique et l'idée de sa propre émancipation.

Parce qu'elle nécessite un engagement collectif, la grève alimente la démocratie des assemblées de grévistes et favorise l'auto-organisation des travailleur-euses dans les lieux de travail où ils sont habituellement aux ordres des patrons. La grève provoque une fissure dans les chaînes de l'esclavage salarial. Elle s'affronte au sexisme et au racisme du quotidien qui exclut et divise ceux qui doivent s'unir.

Mais Lénine insistait également sur le fait que « l'école de guerre », ce n'est pas encore la guerre elle-même.

Proposer une assemblée de gréviste au-delà de la seule participation aux appels (inter-)syndicaux, et l'organiser, proposer des réponses aux défis stratégiques posés par les manoeuvres des patrons — ou par les directions syndicales — cela repose sur des collectifs militants qu'ils soient syndicaux, politiques ou des collectifs qui se sont soudés dans une expérience commune. Ce sont eux qui sont en capacité de proposer des initiatives afin d'accélérer les dynamiques.

Des émeutes ouvrières à la grève de masse

Le capitalisme naissant était bien conscient de ce potentiel collectif. Ce n'est pas pour rien que la loi Le Chapelier de 1791 interdisait toute coalition de travailleur-euses. En Angleterre les Combination Acts de 1799 menaçaient d'emprisonner les travailleur-euses qui menaient des actions collectives. « Rien n'est plus nocif », écrivait un propriétaire d'usine du nom de Gray, « que de permettre aux ordres inférieurs de sentir leur force et de communiquer librement entre eux ».

C'est cette position collective de la classe ouvrière en tant que productrice et en tant qu'exploitée qui fait de la grève collective le seul moyen de lutte des travailleur-euse-s et qui explique son potentiel à se généraliser en grève de masse.

Mais face à l'exploitation sans borne de la classe ouvrière, enfants compris, les grèves et révoltes ouvrières ne cessaient de se développer. En 1811, le mouvement des Luddites faisait éclater la colère des artisans du textile qui se révoltaient contre l'introduction des métiers à tisser en détruisant les machines. Dans les années 1830, toujours dans l'industrie textile, la grève des Canuts de Lyon se transformait en insurrection.

Les grèves et l'organisation de masse des travailleur-euses sont devenues la caractéristique principale de l'affrontement de classe au 20^e siècle. Les grèves générales de juin 1936 et de mai 1968 en France et leurs pendants internationaux sont des références incontournables du mouvement ouvrier.

L'affaiblissement des luttes et des organisations du mouvement ouvrier à partir de la crise de 1973 a été théorisée par la pensée dominante — et y compris au sein du mouvement ouvrier — comme un affaiblissement structurel, voire une tendance à la disparition de la classe ouvrière. En retour, cette vision a idéalisé une classe ouvrière très organisée et toute puissante au cœur du 20^e siècle, reliant mécaniquement le niveau d'organisation de la classe à sa capacité à entrer dans la grève de masse.

La dynamique des grèves au 20^e siècle offre une vision bien plus contrastée. Il n'y a pas de développement linéaire des grèves, ni de lien mécanique entre le développement des grèves et l'organisation de la classe.

Vers une grève générale ?

Tout le monde, dans les milieux mobilisés comme dans la gauche radicale, pense qu'une grève générale est nécessaire comme en 1936 et 1968. Pourquoi n'y est-on pas arrivé en 2019, peut-on y arriver en 2023 ? Quelles en sont les conditions ?

Les discussions sur la grève générale ne sont pas nouvelles, elles ont émergé de la conscience du rôle central qu'occupe la classe ouvrière dans la production et de la force potentielle énorme qui en découle. Si toute la classe s'unifiait pour bloquer totalement la production, le pouvoir de la bourgeoisie s'effondrerait en peu de temps.

Pourtant les tentatives réelles de planifier la grève générale par la volonté de directions syndicales ou



Non seulement les revendications sectorielles ou politiques, comme sur les question féministes ou antiracistes, ne sont pas contradictoires avec la mobilisation actuelle, mais elles permettent au contraire d'alimenter et d'étendre le mouvement.

politiques se sont soldées par de cuisants échecs. Comme en 1913, lorsque le parti socialiste belge planifia avec minutie une grève générale politique pour le suffrage universel masculin face à un système électoral censitaire ou en 1926, lorsque face à une attaque majeure des industries minières, le Trade Union Congress lança le mot d'ordre de grève générale. Même si ces grèves furent très suivies, leur organisation bureaucratique — qui ne laissait aucune place et s'opposait à toute spontanéité et toute initiative par en bas — mena à un échec cuisant.

En analysant la dynamique de la première révolution russe de 1905, Rosa Luxembour avait féroce ment critiqué cette idée d'une grève générale par en haut, d'un « schéma rigide et vide qui nous montre une "action" politique linéaire exécutée avec prudence et selon un plan décidé par les instances suprêmes des syndicats ». Le schéma à l'œuvre en 1905 comme par la suite dans les grèves générales de 1936 ou mai 1968 n'avait rien avoir avec l'exécution d'un plan savamment établi.

Rosa Luxembour expliquait au contraire la grève de masse de cette période comme le résultat d'une colère accrue et d'un processus vivant ou différentes dynamiques de grève ou de manifestation, de revendications économiques et politiques s'entremêlaient. Ces revendications se renforcent mutuellement, et accentuent le sentiment de confiance et la conscience des travailleuses et des travailleurs, elles étaient susceptibles d'entraîner de nouvelles couches dans la bataille. Le ressort de ces grèves reposait sur une grande spontanéité, l'initiative par en bas, le sentiment d'une possibilité de rompre les chaînes, de s'émanciper, d'un grand règlement de compte avec le pouvoir.

Un des traits marquants des grèves de juin 1936 et mai 1968 fut la participation massive de salarié-es totalement inorganisés, qui faisaient grève pour la première fois et qui développaient un enthousiasme qui tranchait avec le conservatisme routinier de certains secteurs organisés.

Grève et mutation du capitalisme

Il ne fait pas de doute que la décrue des luttes et l'affaiblissement des organisations de la classe sont massifs depuis la crise des années 1970, le taux de syndicalisation se maintient autour de 10 % aujourd'hui. Cela ne résulte



pas d'un affaiblissement structurel de la classe ouvrière, mais des mutations profondes du capitalisme.

La logique de l'accumulation pour l'accumulation qui est au cœur du capitalisme lui donne un caractère très dynamique, une capacité à s'étendre dans tous les rouages de la société, dans le monde entier, une capacité à se renouveler, à délaissier des industries obsolètes pour investir dans des productions plus prometteuses (du charbon au pétrole ou au nucléaire, de la machine à vapeur à la voiture...), à renouveler l'organisation du travail (Taylorisme, Fordisme, post fordisme...)

C'est cette logique qui poussait Marx à pronostiquer que la classe ouvrière, numériquement faible à son époque, tendrait à devenir majoritaire.

Si, au cours des décennies suivant la crise, une partie de la production industrielle s'est déplacée vers les économies émergentes permettant au capital de profiter d'une main-d'œuvre bon marché et rendue docile par la main de fer de pouvoirs autoritaires, la classe ouvrière n'a pas pour autant reculé dans ces centres historique, mais elle a profondément muté.

En 1962, la France comptait 7,4 millions d'emplois dit « ouvriers industriels » sur un total de 19 millions d'emplois salariés. En 2007, il y en avait 6 millions sur un total de 26 millions. Il s'agit donc moins d'une disparition des ouvrier-es que d'une explosion des emplois dits de services. D'autant plus que pour une partie, il s'agit en plus d'une requalification d'un travail dit « ouvrier » en travail dit « de service » du fait de l'évolution de l'organisation de production comme la filialisation des services de maintenance. Mais plus fondamentalement, s'il n'est pas directement productif, dans la mesure où il ne produit pas la marchandise, l'emploi de service n'est pas en dehors, mais intégré à la production ou à la valorisation des marchandises : sans service de transport, routier, coursiers, sans service de distribution, magasinier, caissier, sans les « premiers de corvée » de la crise du covid, la marchandise reste un objet mort, sans valeur, stockée dans un entrepôt, que personne ne peut plus acheter.

La disparition de grands bastions industriels historiques dans le textile, les profondes mutations dans l'automobile ont réduit les grandes unités de production, mais elle n'a pas pour autant réduit la concentration ouvrière. Si les grandes unités de productions ont éclaté c'est surtout par le biais de filialisation de grandes structures, découpées en plusieurs entités pour accroître la concurrence au sein d'un même groupe. À titre d'exemple, entre 1986 et 2006 le nombre de salarié-es des grandes entreprises de plus de 1000 salarié-es est passé de 30 % à 38 % tout en s'accompagnant d'une diminution de la taille des unités de production. Ces mutations ont eu pour conséquence l'affaiblissement certain des organisations syndicales et un éclatement des collectifs de lutte, mais elles se sont traduites par une concentration accrue de la classe ouvrière.

Depuis 2013 le salariat est devenu la forme majoritaire du travail à l'échelle mondiale selon les statistiques de l'OIT (1,6 milliard) concentrant la classe ouvrière dans d'immenses zones urbaines qui rassemble aujourd'hui plus de 50 % de la population mondiale.

L'évolution récente du capitalisme ne se traduit pas par un affaiblissement structurel de la classe ouvrière et de sa capacité à mener des grèves de masse, bien au contraire. L'affaiblissement du syndicalisme renvoie plutôt à la difficulté des syndicats à s'adapter à ces mutations.

La grève qu'a menée en 2019 Rachel Kéké et les femmes de chambre de l'Hôtel Ibis Batignolles, employées en sous-traitance pour le grand groupe hôtelier Accor, les



grèves qui se développent parmi les chauffeurs/livreurs de la plateforme Uber, qui se multiplient au sein des entrepôts du groupe Amazon, devenu en 10 ans l'un des plus gros employeur mondial confirment non seulement la possibilité de la grève des secteurs très précarisés mais offrent un champs immense de syndicalisation.

Dans les secteurs plus traditionnels et historiquement organisés comme à la SNCF, la tendance à la hausse des taux de grève est notable. Sur les 10 mouvements de grève les plus suivis depuis la Seconde Guerre mondiale, 5 se sont produites depuis 1995. Depuis 2005, le nombre de journées de grève par agent ne cesse d'augmenter.

Perspective et stratégie dans la grève

L'appel à la mise à l'arrêt du pays le 7 mars et la multiplication des appels à reconduire la grève offrent d'autant plus de possibilité qu'ils peuvent se nourrir de l'expérience récente de 2019.

La grève reconductible massive initiée par la RATP et la SNCF le 5 décembre 2019 et largement reconduite dans l'éducation a changé la donne : la grève appartenait maintenant aux grévistes. Renouvelée jour après jour dans les ateliers, les dépôts, les écoles, elle permettait de discuter avec tous les salarié-es au-delà des affiliations syndicales, de discuter de la stratégie à mettre en œuvre pour étendre la grève. Elle permettait de s'organiser pour aller convaincre les salarié-es d'autres dépôts moins mobilisés, d'autres secteurs, de rendre chaque gréviste acteur-riche de la grève et de mobiliser massivement pour les manifestations...

Ces liens ont permis que des collectifs militants, basés sur une expérience commune, émergent et proposent des initiatives susceptibles d'accélérer les dynamiques et de pallier les déficiences des directions syndicales.

Ce fut le cas de la coordination RATP-SNCF qui avait émergé de plusieurs rencontres militantes. Alors que l'intersyndicale avait refusé d'appeler à l'action pendant les vacances de Noël, elle avait permis pendant cette période de renforcer les piquets de grève et d'organiser une manifestation très dynamique des agent-es de la RATP et de la SNCF à Paris.

D'autres collectifs se sont développés dans plusieurs quartiers à partir des liens qui se sont tissés au cours de la lutte, avec l'objectif d'ancrer la grève et de

l'étendre au travers d'une multitude d'initiatives qui visaient à renforcer les liens de classe, d'aider ceux qui étaient peu ou pas organisé-es sur leur lieu de travail. Ces collectifs, dont beaucoup se sont reconstitués dès le début du mouvement actuel, permettent de cristalliser le sentiment que la grève appartient aux grévistes et que c'est une affaire trop sérieuse pour la laisser aux mains des dirigeants syndicaux.

Ils permettent aussi, parce qu'ils regroupent différents secteurs, de porter des débats stratégiques au sein du mouvement.

Si elle est portée par la revendication principale des retraites, la mobilisation massive à laquelle on assiste traduit une colère bien plus profonde contre un pouvoir qui ne cesse de nous attaquer. La colère qui monte par exemple dans l'éducation face à des suppressions massives de postes s'est traduite par de fortes mobilisations dans le primaire, si bien que de nombreuses intersyndicales départementales appellent maintenant à reconduire la grève après le 7 mars. Non seulement les revendications sectorielles ou politiques, comme sur les question féministes ou antiracistes, ne sont pas contradictoires avec la mobilisation actuelle, mais elles permettent au contraire d'alimenter et d'étendre le mouvement.

Loin de devoir se concentrer sur quelques secteurs dit « stratégiques » qui, par leurs possibilités de blocage (transport, raffinerie...), suffiraient à faire reculer le pouvoir, il est au contraire essentiel de lutter contre l'idée d'une grève par procuration, qui pousse à la passivité, en particulier dans le secteur privé. Au contraire, c'est son entrée dans la bataille qui permettra de décupler les forces du mouvement.

Renforcer l'auto-organisation des travailleur-euses au travers d'assemblées de grévistes dans un lieu de travail ou dans un secteur, se rassembler au sein de collectifs interprofessionnels avec l'objectif d'étendre la grève et de la rendre active, permet de doter notre classe d'outils collectifs précieux pour construire la grève qui vient. Elle permet également de souder sur le long terme des collectifs militants dans une expérience commune qui renforce la confiance et développe la conscience que, face aux enjeux majeurs de la période actuelle, l'émancipation viendra d'en bas

NICOLAS VERDON. PARIS 19^e



LIBRAIRES EN GRÈVE : C'EST TROP LA CLASSE !

Nous sommes en train de vivre une expérience formidable dans le secteur de la librairie et des métiers du livre.

Pour la première fois, nous nous organisons ensemble face à ce gouvernement, sa réforme, et plus globalement face à la société que nous imposent ceux d'en haut. Pour la première fois des libraires tentent de s'adresser à l'ensemble de la chaîne du livre, se retrouvent en assemblées générales et en cortège durant les manifestations. Depuis le début de la mobilisation notre secteur est dans la rue : nous cherchons donc à le visibiliser.

Nous sommes éparpillé-es sur de toutes petites entreprises de moins de 10 salarié-es réparties sur l'ensemble du territoire : c'est ce qu'on appelle un secteur atomisé et sans tradition d'organisation collective.

Des tentatives fructueuses !

Avec plusieurs militant-es de la CGT librairie et de Carton Plein, un collectif d'autodéfense des salarié-es en librairie, cela faisait plusieurs mois que nous nous retrouvions pour mener des activités syndicales. En effet, nous avons proposé plusieurs réunions, notamment pour intervenir dans l'école de la librairie où, tous les ans, des apprenti-es se retrouvent dans des situations intenable. Nous souhaitons agir pour faire bouger les choses et permettre aux apprenti-es de profiter vraiment de leurs apprentissages pour qu'ils ne soient pas juste des salarié-es sous rémunéré-es et sur exploité-es. Nous avons aussi mis en place une permanence de la CGT librairies à l'UL CGT du 18^e à Paris. Ainsi, nous avons pu nous appuyer localement sur les camarades pour nous aider à la mettre en place. Grâce à ces embryons d'activités

régulières dans notre secteur, nous avons pu faire des rencontres et créer des liens. Ce sont ces liens qui nous ont permis d'être très réactif-ves dès les premières journées de mobilisation contre la réforme des retraites.

Ces AG sont des cadres assez inédits pour notre secteur qui permettent de s'organiser et de prendre en charge nous-mêmes notre grève. Elles nous permettent surtout de l'élargir à un maximum de libraires mais aussi à d'autres métiers du livre (édition, distribution...). Nous avons été surpris-es, au début du mouvement, du manque d'informations dont disposaient les collègues sur le droit de grève. Aller les rencontrer, discuter et expliquer les droits dont iels disposent permet aussi de donner confiance et de renforcer la lutte collective. De ces moments de discussion que permettent les tournées en librairies, nous en sommes toujours sorti-es avec une patate énorme, et encore plus confiant-es sur le fait qu'il fallait continuer à élargir la mobilisation à toujours plus de collègues : que ce soit sur la question des retraites, de nos salaires ou de nos conditions de travail.

Un des obstacles auquel on fait face dans cette mobilisation est qu'il faut convaincre nos collègues de la nécessité de se mobiliser au sein de notre secteur. D'un côté, certain-es doutent de l'impact réel de fermer des petits commerces comme des librairies, voire ont peur des conséquences pour les entreprises elles-mêmes, quand d'autres, souvent déjà militant-es, se mettent en grève pour aller manifester avec les personnes ou les orgas avec qui iels ont l'habitude de militer. Il faut donc qu'on continue, petit à petit, à essayer de convaincre chacun-e de nos collègues que c'est important et

nécessaire qu'on s'organise en tant que libraires et travailleur·euses du livre, pour petit à petit gagner et mobiliser l'ensemble de notre secteur.

Les AG hebdomadaires nous permettent notamment la mise en place de commissions pour s'organiser : caisse de grève (pour tenir !), soirée de soutien, cortèges, tournées en librairie, com'... Des outils pour que tout le monde s'organise, agisse et soit un·e activiste de la grève et que notre cortège soit celui de toustes !

De ces moments de discussion que permettent les tournées en librairies, nous en sommes toujours sorti·es avec une patate énorme, et encore plus confiant·es sur le fait qu'il fallait continuer à élargir la mobilisation à toujours plus de collègues.

On ne discute pas que des retraites !

C'est dans ces cadres que nous nous confrontons à pleins de débats sur comment construire et gagner face à ce gouvernement. Si nous nous mobilisons contre la réforme des retraites, nous sommes conscient·es que l'enjeu va au-delà. C'est de toute la politique de Macron et de son monde dont nous ne voulons plus ! C'est dans cette ambiance-là que nous avons discuté de comment construire la grève reconductible, en ayant conscience que dans notre secteur nous aurons des difficultés à faire une reconductible totale à partir du 7 mars. Cela va demander plus de temps pour réussir à la construire, mais nous argumentons partout autour de nous pour faire grève le 7 et le 8 mars. Oui, nous voulons participer à la bataille féministe, à la fois parce que nous sommes un secteur largement féminisé et donc, sans étonnement, nous sommes très mal payé·es. Mais il s'agit aussi, pour nous, d'en finir avec cette société sexiste !

Tout cela amène forcément à s'organiser collectivement, mais sur quelle base ? À quelle échelle ? En effet, la difficulté est de ne pas rester isolé·es, de renforcer les liens avec les autres secteurs, notamment avec le petit commerce et d'agir ensemble. Pour cela il nous semble nécessaire d'essayer de se lier aux AG interpro de nos secteurs géographiques. Cela peut permettre d'avoir des soutiens et d'agir en lien avec nos quartiers, tout en continuant de s'organiser au niveau de notre secteur, et d'élargir nos revendications sur la question de nos conditions de travail. En effet, la profession de libraire est régie par des grilles salariales très basses, sans reconnaissance des conditions de pénibilité au travail, les heures supplémentaires sont souvent non comptabilisées... Et quand on parle de ça, on arrive vite à des revendications économiques plus globales, puisqu'une des principales causes de ces mauvaises conditions de travail est l'hyper concentration dans le monde du livre, grâce à laquelle certains grands groupes (Bolloré, Lagardère, Michelin par exemple) s'enrichissent de manière démesurée.

Les liens qui se tissent ne restent pas cantonnés à Paris ou la région parisienne. En effet, la visibilité de ce qu'on construit sur les réseaux de libraires, les liens avec les apprenti·es de l'école de la librairie, qui ne travaillent pas toustes à Paris,

nous permettent de créer un réseau au-delà de Paris et c'est une très bonne nouvelle.

À Marseille, l'organisation est balbutiante mais se met quand même en place : avant le début du mouvement, il n'y avait aucune structure organisée de salarié·es (très peu de syndicalisation dans les librairies marseillaises, pas d'habitude de faire des choses ensemble). Après deux rendez-vous pour défilé ensemble lors de manifestations, une première réunion va se tenir avec comme objectif : convaincre de faire grève les 7 et 8 mars ! La réalité locale étant très différente de celle de Paris (beaucoup moins de librairies, les autres métiers du livre peu installés sur Marseille) on essaye de construire une mobilisation en lien avec notre terrain : des salarié·es des cinémas marseillais ont elleux aussi décidé de faire un cortège lors d'une manifestation récente. L'idée serait donc, pour le 7 mars, de défilé ensemble comme salarié·es des industries de la culture, et de trouver des mots d'ordre qui nous lient.

D'Albi à Brest en passant par Toulouse et Metz, des libraires de différentes villes se mettent en lien, expérimentent et partagent leurs expériences et leurs réseaux pour être toujours plus nombreux et nombreuses dans la rue.

Une amorce d'organisation collective dans notre secteur : notre première victoire !

Le 7 mars va très probablement être une journée très réussie en librairie : des librairies vont fermer car tous les salarié·es y seront en grève et c'est déjà énorme ! Le 8 mars sera peut-être un peu moins suivi mais se sont les premiers jalons d'une organisation de ce secteur. Nous savons que pour gagner la bataille sera longue et dure mais le bookbloc sera là et se renforcera !

Nous avons l'impression que dans notre secteur, quoi qu'il arrive sur cette séquence, les choses ne seront plus comme avant. On s'est rencontré, on a agi ensemble, les liens sont faits et c'est aussi sur la durée qu'on a sûrement gagné quelque chose. Les libraires s'organisent, et pour longtemps on espère.

SANA, PARIS 18^e. ET LOU, MARSEILLE





QUEL SYNDICALISME AUJOURD'HUI ?

Le mouvement débuté le 19 janvier, de par ses forces et ses contradictions, nous engage à développer une stratégie syndicale qui renforce l'émancipation de notre classe par elle-même, son auto-organisation et son unité dans la lutte au-delà des ses clivages internes.

L'attaque actuelle des classes dirigeantes est une offensive éminemment politique : la pierre angulaire de la réforme des retraites est l'élévation de l'âge légal de départ à 64 ans. Derrière les prétextes de l'équilibre budgétaire ou de l'allongement de l'espérance de vie, c'est une défaite historique de notre classe et de ses organisations que cherchent à imposer Macron et la classe dont il est l'incarnation politique.

La principale contradiction du mouvement en cours se trouve dans le rapport entre sa dimension massive — la part significative de notre classe désirant un affrontement généralisé, les foules immenses qui battent le pavé à chaque manifestation, des mobilisations massives et suivies hors des métropoles, la popularité du mouvement dans toute la population — et ses rythmes actuels, reposant principalement sur les dates de mobilisation décidées par les directions syndicales.

Il s'agit ici de défendre la nécessité pour les révolutionnaires de s'investir dans les fronts syndicaux et d'y élaborer une stratégie politique pour l'autonomie de notre classe dans ses luttes, le seul moyen par lequel nous serons en capacité de poser la question de notre émancipation. Cet article ouvre un « chantier » d'élaboration au sein du groupe Pour l'Autonomie de classe riche de ses expériences d'intervention dans les unions locales ou dans les syndicats du public et du privé.

Le syndicalisme, un paradoxe ?

Défendre l'intervention des révolutionnaires dans les syndicats n'a plus rien d'évident pour qui pense que l'émancipation des travailleuses et des travailleurs ne peut être que l'œuvre des travailleuses et

des travailleurs elles et eux-mêmes. En ce sens, pourquoi se regrouper au sein d'organisations largement insérées au sein du fonctionnement « normal » du mode de production capitaliste et qui ont trop souvent accompagné les réformes et restructurations néolibérales sans broncher ?

Le syndicalisme n'est pas intrinsèquement synonyme de lutte des classes. Dans l'histoire des affrontements entre le prolétariat et la bourgeoisie, que l'organisation de la classe exploitée passe par la constitution de syndicats n'est pas une évidence : dans l'Italie des années 1970, des luttes ouvrières intenses se déroulent hors voire contre les cadres syndicaux. Le mouvement des Gilets jaunes, dans la complexité de sa composition et des représentations politiques qu'il portait, a pu aussi porter une lutte à un niveau très intense hors des instances classiques de représentation des exploités, d'organisation ou de régulation de la lutte des classes.

Cependant, c'est bien l'expérience quotidienne de l'exploitation vécue par notre classe qui induit la nécessité de l'outil syndical. Le mode de production capitaliste implique une double division : d'une part le clivage entre les détenteurs de capitaux et celles et ceux chargés de sa valorisation sous le régime du salariat, d'autre part, une multitude de divisions et de stratifications à l'intérieur même de

ces deux pôles : concurrence entre blocs de capitaux et mise en concurrence des travailleur-euses, la variation des modalités de l'exploitation selon les hiérarchies patriarcales et/ou racistes... Le syndicat intervient comme première barrière au déchaînement sans frein de la violence du rapport social d'exploitation dans les boîtes ; là où la représentation syndicale est la plus faible, la soumission des salarié-es est la plus forte. Mais c'est justement la faiblesse du taux de syndicalisation, les défaites des mobilisations syndicales des dernières décennies, la sclérose de certains cadres de base, l'absence de représentations dans des secteurs entiers de l'économie qui peuvent amener à proclamer l'inactualité du syndicalisme dans la lutte des classes.



Le syndicalisme est-il toujours un outil de notre classe ?

Sur plus de 25 millions de salarié-es, on compte moins de 4 000 000 de syndiqué-es divisé-es entre pas moins de huit centrales différentes : approximativement, la CGT et la CFDT revendiquent plus de 600 000 d'adhérent-es chacune, FO 300 000, l'US Solidaires, la FSU, l'UNSA, la CFE-CGC et la CFTC, 100 000 adhérent-es chacune. Le niveau d'organisation de notre classe est historiquement faible, le taux actuel de syndicalisation (entre 5 et 11 % du salariat selon les modes de décomptes) correspond à celui du début du 20^e siècle, une époque où la seule centrale existante était une CGT explicitement révolutionnaire. Si les premières dates de mobilisation contre la réforme des retraites semble avoir favorisé plusieurs dizaines de milliers d'adhésion, l'intensification des luttes économiques pour l'augmentation des salaires ou la généralisation de luttes politiques depuis 2016 et la loi Travail ne semblent pas avoir remis l'outil syndical au centre des préoccupations des activistes et d'organisateur-rices du mouvement.

Pire encore, selon les données de Force ouvrière, la présence syndicale est profondément inégale en fonction des secteurs d'activité. Le salariat serait ainsi divisé en trois regroupements définis en fonction de leur niveau de syndicalisation :

- Un premier regroupe 7 000 000 de salarié-es dans des secteurs fortement syndiqués à l'image de la SNCF ou de l'éducation.
- 6 000 000 de salarié-es travaillent dans des secteurs plus faiblement syndiqués mais avec de fortes concentrations comme la métallurgie.
- 13 000 000 de salarié-es travaillent quant à eux dans des « déserts syndicaux », des secteurs très

faiblement syndiqués comme le commerce ou les trusts du tourisme.

D'après un article dans *le Monde diplomatique* de mars 2020, les politistes Sophie Bérout et Jean-Marie Pernot constatent que dans près de 70 % des lieux de travail dans le privé, aucun représentant syndical n'est présent en permanence. Dans ces secteurs désertés des centrales syndicales, là où la main-d'œuvre est bien souvent féminisée et racisée, où les conditions de travail dégradées et la surexploitation s'appuient sur les oppressions et hiérarchisations racistes et patriarcales, on ne peut aussi que constater que l'absence d'outil syndical ne laisse en rien la place à des luttes autonomes. À cela il faut ajouter toutes les marges du salariat qu'organise la classe capitaliste pour intensifier et étendre encore plus l'exploitation, travailleur-euses handicapé-es hors du cadre du droit travail dans les ESAT, exploitations des prisonnier-es, conditionnement du RSA à la réalisation d'heures de travaux contraints, expansion des stages et des contrats d'apprentissage...

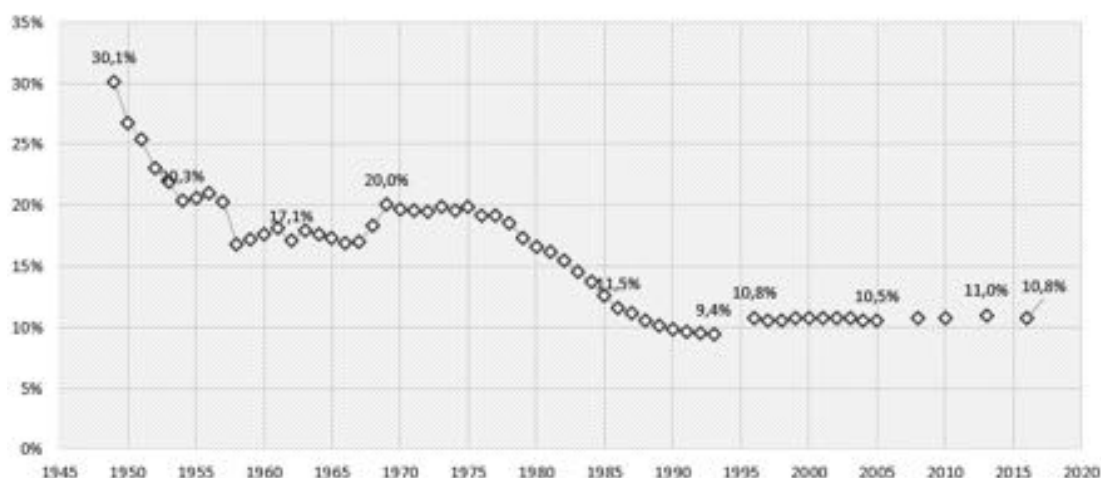
Par contre, lorsque les secteurs les plus dominés du salariat décident de relever la tête (femmes de chambre de l'Hôtel Ibis, caissières et commis de Monoprix, travailleurs sans-papiers de Chronopost, femmes de ménage d'ONET, etc.), pour leur salaire, leur statut et leur dignité, c'est via l'outil syndical que la lutte débute, que se construisent les cadres de discussion et de décision, que la confiance se gagne.

L'outil syndical peut sembler un paradoxe au sein de l'autonomie pour qui l'émancipation des travailleuses et des travailleurs sera l'œuvre des travailleuses et des travailleurs elles et eux-mêmes.

Un simple problème de direction ?

Une analyse courante de militant-es révolutionnaires consiste à penser que tous les maux du syndicalisme d'aujourd'hui sont dus aux bureaucraties syndicales. Sans nier les effets délétères de la permanentisation de nombreux-euses militant-es syndicaux-ales ou la confusion souvent entretenue entre l'intérêt général du salariat et ceux de corporations spécifiques ou des appareils, le principal investissement des révolutionnaires dans les syndicats ne peut être pour la construction de directions et de bureaucraties alternatives par des militant-es issus de formations politiques réduites, accompagné de constructions de cadres artificiels n'ayant en réalité que peu de prise sur la conduite des luttes et peu à voir avec l'auto-organisation des travailleur-euses. Comme l'analysait déjà Rosa Luxembourg, dans *Grève de masse, partis et syndicats*, observant les processus de grève ayant conduit à la première révolution russe de 1905, une grève générale ne peut être décrétée par en haut, quel que soit les options idéologiques choisies par les cadres. Ce constat est plus que jamais vrai aujourd'hui, aussi les questions stratégiques ne peuvent se résoudre en un simple tour de passe-passe à la tête des syndicats, où une direction de bureaucrates réformistes serait remplacée par des militant-es révolutionnaires.

La syndicalisation des salariés en France depuis 1949



Le syndicalisme révolutionnaire du 21^e siècle est certainement en premier lieu l'humble construction d'un outil organisant une fraction significative de nos collègues, en cherchant l'implication militante du plus grand nombre tout en forgeant la confiance nécessaire chez la plupart d'entre elles et eux pour tenir des positions sans concession.

Un syndicalisme face au défi de la composition de notre classe

À la concentration du capital analysée par les marxistes du début du 20^e siècle résultant de la concurrence capitaliste dans laquelle les plus grosses entreprises broient ou absorbent les plus faibles a succédé une grande restructuration de la production, une fragmentation des unités de production et des statuts pour les salarié·es (présence de plusieurs employeurs à l'intérieur d'une seule usine via la généralisation de la sous-traitance), une déconcentration ouvrière, l'expansion du secteur des services, l'individualisation des processus de production (management par la peur, isolement des travailleur·euses sur les chaînes ou dans les entrepôts). Ainsi, selon l'Insee, en 2020, les 200 plus grandes entreprises, comprenant au moins 5 000 salarié·es et regroupées en une trentaine de filiales emploient 30 % des salarié·es et réalisent 27 % du PIB. Les trusts industriels et tertiaires réunissent près de 30 000 entreprises et concentrent 67 % des salarié·es.

Pourtant, la concentration ouvrière tend à diminuer. De 1979 à 1994, l'emploi a surtout baissé dans les très grands établissements : les établissements de plus de 1 000 salarié·es, qui représentaient 23 % de l'emploi en 1979, n'en constituaient plus que 13 % en 1994 et 7 à 8 % aujourd'hui. Dans le même temps, les établissements de moins de 50 salarié·es augmentaient leur part dans l'emploi industriel (22 % en 1979, 33 % en 1994). Cette phase correspond en partie au développement de la sous-traitance et de l'intérim (qui emploie 3 millions de personnes). Ces développements récents posent des questions essentielles pour l'action syndicale qui ne sont que trop peu posées à l'intérieur des groupes révolutionnaires si ce n'est que pour trop souvent proclamer la mort prématurée du syndicalisme et son absence de pertinence comme cadre pour la lutte des classes.

Cela nécessite de penser l'unité entre collègues sur un même lieu de travail qui pour une même tâche sont parfois soumis·es à trois statuts ou trois employeurs différents. Cela demande de réfléchir à l'unité de l'ensemble des salarié·es d'un seul lieu de travail pour surmonter ces divisions qui se superposent souvent à celles du genre ou de la race.

Cela commence certainement par arrêter de mystifier le rôle stratégique de certains secteurs par leur pouvoir de blocage supposé ou leur concentration appartenant au passée. Pour la transformation révolutionnaire de la société et la généralisation de la grève contre la réforme des retraites, nous devons avoir en tête qu'une femme qui nettoie les gares et qui est salariée d'ONET est aussi importante qu'un conducteur ; pour paraphraser Lénine : une cantinière scolaire doit pouvoir diriger un comité de grève dans une école.

Sur plus de 25 millions de salarié·es, on compte moins de 4 000 000 de syndiqué·e·s.

Rôle des unions locales

À bien des égards, renforcer les unions locales est essentiel. Plus la boîte est petite, plus le pouvoir du patron ou du manager y est fort. De par la composition de notre classe, se battre contre un licenciement, pour des augmentations de salaire ou pour faire face à des cas de harcèlement sexiste et sexuel, les UL doivent prendre une place centrale dans la construction des luttes et leur coordination.

Penser le syndicalisme à l'échelle d'un quartier, suppose de construire des unions locales ouvertes, et dont la vie associative, politique et militante s'y organise. Ces outils syndicaux locaux peuvent s'avérer un outil décisif pour regrouper des salarié·es qui travaillent au sein d'une même enseigne, d'une même branche mais qui ont peu de liens. Les mouvements contre la loi Travail, celui de 2019-2020 ou l'actuel font naître des cadres interprofessionnels, où se rencontrent des syndicalistes, des chômeur·euses, des précaires du privé ou du public et s'organisent par en bas au sein d'un même quartier, d'une même ville, d'un même arrondissement. C'est par ces assemblées et de ces piquets de grève que notre classe peut se



construire, se connaître et se reconnaître, de par l'expérience de la confrontation avec les classes dirigeantes tout en se promettant de construire un monde meilleur. Les unions locales peuvent s'avérer un outil essentiel pour penser des rythmes communs aux travailleur·euses à l'échelle locale.

Mais on ne peut pas penser les outils dont notre classe a besoin seulement en reflet de sa composition. Il faut les construire en ayant en tête un objectif clair : la réaffirmation du potentiel révolutionnaire de la classe des exploité·es. Il est nécessaire pour nous de rompre avec le précepte réformiste qui consiste à cloisonner la lutte économique entre les murs de l'entreprise et d'enfermer le politique dans les gradins de l'Assemblée nationale. La confiance engendrée par des grèves locales ou sectorielles pour l'augmentation des salaires ou sur les conditions de travail ne disparaît pas du jour au lendemain. Les problèmes des modalités immédiates de l'exploitation (salaire, temps de travail) impliquent de discuter concrètement du monde dans lequel on vit, des causes de l'inflation actuelle, de la répression et de la confrontation de classe, des oppressions patriarcales et racistes. C'est parce que les rapports fondamentaux de l'exploitation sont politiques que nos luttes le sont aussi et que notre intervention syndicale doit l'être du plus haut point.

Plus que jamais nous avons besoin de rompre le coup à ce précepte réformiste qui consiste à cloisonner la lutte économique entre les murs de l'entreprise et d'enfermer le politique dans les gradins de l'assemblée nationale.

Syndicalisme et autonomie de classe

L'unité de notre classe ne peut se construire de façon empirique si de larges franges des salarié·es

défendent les mêmes idées misogynes et racistes que leur patron. L'unité se gagnera quand l'ensemble de l'atelier se videra lorsque surviendra un licenciement islamophobe. L'unité se gagnera quand des centaines de milliers de salarié·es feront grèves pour les droits des femmes et des revendications féministes. Cela implique de ne jamais cesser d'argumenter sur son lieu de travail ou dans les cadres syndicaux sur des bases politiques.

L'autonomie de classe ne peut se penser sans intervention syndicale. Mais elle se doit d'être pensée comme un outil pour favoriser l'auto-activité de notre classe, de penser la grève non pas comme un moyen de pression économique pour négocier des miettes mais bien pour se libérer un temps nécessaire à l'activité de la lutte par en bas, pour poser la question de qui contrôle la production ? Qui est en capacité de bâtir le monde dans lequel nous souhaitons vivre ? Cette question du contrôle implique de rompre avec un syndicalisme qui se moule dans l'idée de la concurrence et du made in France et en finisse par négocier le poids des chaînes au gré de la stagnation économique.

Mike Davis, militant révolutionnaire et intellectuel marxiste, nous a quittés en octobre dernier. À la suite de son expérience de chauffeur routier à la fin des années 1960, il comparait le travail de celles et ceux qui organisent les travailleur·euses à celui d'un jardinier patient : une besogne quotidienne, sur le temps long, souvent frustrante car ses effets ne peuvent être prédits avec certitude.

C'est justement dans cette action quotidienne et méthodique que nous devons nous engager, jusqu'au jour où l'enjeu de la lutte ne sera plus l'âge de départ à la retraite, le niveau du salaire mais bien le contrôle sur la production, la mise à bas de l'ordre politique, l'abolition du salariat et de la marchandise, en un mot : la révolution.

BARNABÉ BOUCHARD, RENNES, ET GAËL BRAIBANT, MONTREUIL



1973: LA RÉVOLTE DES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS

L'année 1973 est certainement l'une des plus violente de l'histoire de la V^e République en matière de racisme et violences contre les immigré-es. Pourtant, c'est également une année riche en mobilisations des travailleurs immigrés et de militantisme à leurs côtés. Elle est la preuve des possibilités de mobilisations anti-racistes, d'auto-organisation des travailleur-euses immigré-es, de grèves contre le racisme, de mobilisations larges contre les lois de contrôle de l'immigration et contre les crimes racistes.

Les années 1970 ouvrent une nouvelle période dans l'histoire du capitalisme. Les Trente glorieuses laissent la place aux temps des crises économiques¹. Entre 1971 et 1973, le chômage quadruple en Europe.

Dès 1972 le gouvernement de Jacques Chaban-Delmas promulgue des circulaires pour contrôler l'immigration et ainsi « *prendre des mesures pour l'emploi* ». Les circulaires « Marcellin Fontanet », du nom du ministre de l'Intérieur et du ministre du Travail, restreignent la circulation des travailleur-euses immigré-es en liant l'attribution de la carte de séjour à un titre de travail et une attestation de logement. C'est ainsi que des dizaines de milliers de travailleur-euses deviennent des immigré-es clandestins.

Les circulaires Fontanet-Marcellin constituent les prémisses d'une nouvelle politique de contrôle des flux migratoires, déterminée par les besoins du marché du travail et le niveau de chômage. Le gouvernement français accrédite ainsi l'idée selon laquelle il y aurait trop d'immigré-es en France.

L'échine des immigré-es n'est pas courbée

Dès qu'elle est connue, en 1972, la circulaire Fontanet entraîne des fortes mobilisations dans le monde associatif et syndical, avec comme mot d'ordre « *l'égalité effective des droits entre travailleurs immigrés et français* ». La CGT et la CGDT participent à des journées d'action et d'information contre ces circulaires.

Les circulaires restreignent la circulation des travailleur-euses immigré-es en liant l'attribution de la carte de séjour à un titre de travail et une attestation de logement.

Petit à petit, des nouvelles formes de mobilisation voient le jour avec des grèves de la faim de « sans-papiers » soutenues par des grèves dans plusieurs secteurs : à l'usine Pennaroya de Lyon dès février 1972, les éboueurs de Paris en décembre et les OS de l'usine Renault en avril 1973.

À partir de novembre 1972 et la grève emblématique de Saïd Bouziri et de trois autres militants immigrés menacés d'expulsion, les grèves de la faim se multiplient sur tout le territoire, visibilisées par des intellectuels comme Deleuze, Foucault, Sartre. Cela permet de faire entendre la voix des immigré-s qui dénoncent les souffrances au travail, les « marchands de sommeil » et le racisme anti-arabe. Ces actions aboutissent à la création du Comité de défense de la vie et des droits des travailleurs immigrés (CDVDTI) et les revendications vont s'élargir aux demandes de cartes de travail et à l'abrogation des circulaires Marcellin-Fontanet.

Le pouvoir recule

Tandis que le taux de travailleurs immigrés dans la population active atteint 9,5%, le MTA (Mouvement des travailleurs arabes) se constitue lors de la Conférence nationale des travailleurs arabes des 17 et 18 juin 1972 à Paris.

Il est composé essentiellement d'étudiant-es et d'ouvriers immigrés (Tunisie, Maroc, Algérie, Liban).

De nombreuses actions, portées par le CDVDTI et le MTA, des grèves d'usine alliant augmentation des salaires, conditions de travail et régularisation des sans-papiers et de multiples formes de manifestations contre les circulaires mobilisant parlementaires communistes et socialistes,

Dans les jours qui suivent ce véritable appel au sang, six Maghrébins seront victimes d'assassinat.

personnalités religieuses, figures intellectuelles de gauche gagnent la suspension de la circulaire Fontanet et donc la régularisation de 35 000 personnes entre juin et septembre 1973.

Le 13 janvier 1975, le Conseil d'État saisi par le Gisti annulera plusieurs dispositions des circulaires Marcellin-Fontanet.

Montée du racisme et du fascisme

Malgré les mobilisations des travailleur·euses immigré·es, durant l'année 1973 le climat devient de plus en plus raciste légitimé par le discours du pouvoir présentant l'immigration comme un problème. C'est sur ce terrain que les fascistes passent à l'offensive.

Depuis 1960, des organisations d'extrême droite nostalgiques de l'Algérie française se développent avec l'OAS (Organisation armée secrète), l'Occident, l'Ordre nouveau ou le GUD. En 1972, à la suite du deuxième congrès de l'organisation explicitement fasciste l'Ordre nouveau, une décision est prise de construire une structure plus large pour participer aux élections législatives. C'est ainsi qu'un nouveau parti fasciste voit le jour, le Front national avec à sa tête Jean Marie Le Pen qui a participé aux tortures des militant·es du FLN (Front de libération nationale algérien).

Le parti se construit sur la haine anti-arabe, contre l'immigration et sur la nostalgie de l'Algérie française. Le Front national permet l'unification des groupuscules fascistes et leur renforcement à l'échelle nationale.

Vague de crimes racistes

Pendant l'été 1973, le racisme anti-arabe atteint son paroxysme dans le Sud de la France. Le 9 juin, l'Ordre nouveau lance une campagne nationale « *Halte à l'immigration sauvage* ».

À Grasse, ville du Sud de la France, le 11 juin 1973, les travailleurs immigrés tiennent un meeting en plein air face à la menace raciste mais aussi la menace d'expulsions car ils n'ont ni contrat de travail ni logement décent. Le meeting leur permet de décider de faire grève le lendemain. Les fascistes recouvrent les murs d'affiches « *Halte à l'immigration sauvage* ».

Le lendemain du meeting, la grève est très suivie et entraîne deux à trois cents grévistes devant la mairie de Grasse pour faire part de leurs revendications. La mairie refuse de les recevoir et dispersera les manifestant·es par la force. Dans l'après-midi, s'organise une ratonnade. Les grévistes sont poursuivis jusqu'à chez eux, frappés, arrêtés par les CRS mais également les commerçants et les habitants de la ville.

La chasse à l'immigré commence aboutissant à cinq blessés graves et trois cents arrestations. Un comité de vigilance des commerçants et des artisans se crée pour « *se débarrasser des mille oisifs qui portent atteinte au bon renom de la cité* », démarche soutenue par la mairie de Grasse

qui déclare « *C'est très pénible, vous savez, d'être envahi par eux* ».

Vague raciste dans le Sud de la France

À Marseille, le 25 août 1973, un Algérien, Salah Boughrine tue un chauffeur de bus.

L'événement est là. Au bout de quelques jours, on apprend que Salah Boughrine était atteint, à la suite d'un traumatisme crânien, de maladie mentale.

Mais il est trop tard et l'affaire est déjà saisie par la presse locale qui profite de cet événement pour colporter la propagande anti-arabe et contre l'immigration.

Le 26 août 1973, dans le journal *Méridional-La France*, le rédacteur en chef Gabriel Domenech, nostalgique de l'Algérie Française et sympathisant de l'extrême droite publie :

« Bien sûr, on nous dira que l'assassin est fou, car il faut bien une explication, n'est-ce pas, pour satisfaire ceux qui refusent d'admettre que le racisme est arabe avant d'être européen. Et qu'il n'y a, finalement, de racisme européen que parce que l'on tolère, depuis trop longtemps, tous les abus du monde arabe... pour de basses raisons pétrolières. La folie n'est pas une excuse. Cet assassin-là, même s'il est fou (je dirai plus, s'il est fou), les pouvoirs publics sont encore plus gravement coupables de l'avoir laissé pénétrer sur notre territoire. Nous en avons assez. Assez des voleurs algériens, assez des casseurs algériens, assez des fanfarons algériens, assez des trublions algériens, assez des syphilitiques algériens, assez des violeurs algériens, assez des proxénètes algériens, assez des fous algériens, assez des tueurs algériens. »

Dans les jours qui suivent ce véritable appel au sang, six Maghrébins seront victimes d'assassinat. Le jour des funérailles du chauffeur, 5 000 personnes dont 2 000 traminots défilent derrière la dépouille. La marche est composée de partis politiques (Front national, Centre démocrate, Comité de défense de la République, Union des Démocrates pour la République, Centre démocratie et progrès, Centre national des indépendants), de « syndicats » jaunes (Confédération française du travail, Union générale des travailleurs, Union syndicale de défense des intérêts des Français repliés d'Algérie et d'outre-mer), d'associations de rapatriés d'Algérie et d'organisations de jeunesse (GUD, Union des jeunes pour le progrès, Front des étudiants juifs).

Cette manifestation est donc une réussite pour les organisations d'extrême droite qui permettent de mettre en mouvement des milliers de personnes autour d'une revendication raciste.

Les groupes fascistes les plus convaincus, à l'initiative de la section locale du parti l'Ordre nouveau se rassemblent dans un nouveau comité, le Comité de défense des Marseillais (CDM), créé le lendemain du drame, afin d'« *assurer leur propre sécurité et celles des Marseillais* ». Ils tractent « *Marseille a peur* » appelant à manifester le 28 août contre les « *agressions arabes* ».

Dans la nuit du 28 au 29 août, un commando jette un cocktail molotov dans les bâtiments d'une entreprise de nettoyage des chantiers navals de la Ciotat où travaillent essentiellement des immigrés et Lhadj Lounès est tué par balles à Marseille à la sortie d'un café.



La riposte

C'en est trop pour la communauté algérienne et les travailleur·euses immigré·es visés par les attaques racistes de plus en plus violentes, les obligeant à rester cloîtrés chez eux de peur d'être tués par les militants fascistes.

Le 31 août, 1500 ouvriers immigrés des chantiers navals de la Ciotat mènent une grève spontanée contre les attentats racistes. Le lendemain, un cortège funèbre à la mémoire de Lhadj Lounès traverse Marseille, du bidonville de la Calade au port de la Joliette.

Au terme de la marche, un militant du MTA de Marseille lance le mot d'ordre de « *grève générale contre le racisme* » pour 24 heures.

Le jour dit, 30 000 ouvriers de la région marseillaise se mettent en grève : 100 % des travailleurs des chantiers navals et des employés municipaux de la Ciotat, 60 % des travailleurs de Marseille et 100 % à Aix en Provence.

Nationalement, l'ensemble des comités locaux du MTA lance un appel à la grève générale pour le 14 septembre 1973 qui fait descendre dans la rue, les ouvriers des grands chantiers comme celui de Roissy (1700 grévistes sur 2 000 ouvriers) mais aussi les commerçants de Belleville.

Pour construire la grève, ils tractent aux sorties du métro mais aussi aux sorties d'usine en arabe et en français :

« Dans la région parisienne, le vendredi 14 septembre sera pour nous une grande journée à la mémoire des victimes du racisme et une journée de lutte pour notre dignité et nos droits. Nous appelons tous nos frères arabes à se mettre en grève pendant 24 heures pour protester contre le racisme et avertir tous les racistes que nous ne nous laisserons pas faire ».

Les militants du MTA prouvent ainsi que les travailleurs immigrés sont enclins à se battre contre la haine et pour revendiquer l'égalité des droits entre travailleur·euses immigré·es et travailleur·euses français·es. Leurs actions de grève et leur discours politique s'articulent sur la place centrale que les

Le jour dit, 30 000 ouvriers de la région marseillaise se mettent en grève dont 100 % des travailleurs des chantiers navals et des employés municipaux de la Ciotat.

travailleurs immigrés occupent dans la production française avec le slogan « *Les Arabes arrêtent la France!* ». Les grèves visent à mettre en lumière la dépendance de l'économie française envers la main-d'œuvre étrangère.

Une voie s'est ouverte

Si la mobilisation a été réussie, elle n'a clairement pas abouti à la grève générale.

Lors de leur bilan politique, les militant·es du MTA notent que les organisations syndicales n'ont que très peu soutenu la mobilisation des travailleurs immigrés et que leur implantation n'était pas assez conséquente dans les usines où travaillent les immigrés. De plus, des immigrés sub-sahariens regretteront l'appel exclusif pour les travailleurs arabes, alors qu'ils subissent également le racisme. Malgré cela, le MTA a permis de prouver la possibilité de coordination de grèves autonomes pour protester non seulement contre des conditions de travail, mais contre ce qui se passe à l'extérieur de l'usine, les crimes racistes.

L'expérience de la grève générale contre le racisme est celle d'une grève politique permise par l'auto-organisation des travailleurs immigrés autour de comités locaux, regroupant des militant·es arabes mais aussi français forts de leur engagement politique contre l'impérialisme et pour la libération de la Palestine. Elle fut aussi un produit de la mobilisation large contre les circulaires Marcellin-Fontanet.

ANOUK. MARSEILLE

1 – voir « 1973, Le nouveau temps des crises », Matthieu Pastor, <https://www.autonomiedeclasser.org/histoire/1973-le-nouveau-temps-des-crisis/>

CULTURE

À LIRE !



Princesa, Fernanda Farias de Albuquerque et Maurizio Iannelli, éditions Hélotropismes

Une histoire d'alternance entre l'enfermement et la fuite à la recherche de liberté. L'enfermement dans un monde qui ne cesse pas de montrer sa violence et d'imposer ses règles et ses limites. La liberté de se retrouver soi-même et de pouvoir être soi-même. On accompagne Fernanda Farias de Albuquerque, dès son enfance à la campagne nordestine brésilienne, son départ pour les grandes villes du sud-est et ensuite son départ pour l'Europe. Fernanda est une femme trans, travailleuse du sexe, migrante. Le contexte, ce sont les années 1980, au Brésil et en Europe. Son histoire est celle de milliers des brésiliens à la recherche d'une nouvelle vie au-delà des frontières. Les frontières imposées par les limites sociétales, les préjugés, et la pauvreté, mais aussi les frontières imposées par le genre, la violence, l'homophobie et la misogynie. Les portes se ferment et les routes s'ouvrent pour cette femme courageuse et déterminée, forte et au même temps fragile. Un récit vif qui nous mets à suivre ses pas, sa manière d'interpréter le monde et de s'adapter à des nouvelles réalités.

Un livre écrit à trois mains dans une prison en Italie où Fernanda rencontre Giovanni Tamponi, un berger sarde qui lui propose l'écriture comme forme de raconter son histoire et de survivre à la dureté de

l'enfermement, et Maurizio Iannelli, un ancien brigadiste rouge emprisonné à vie. En échangeant des lettres entre eux, dans un mélange de trois langues, le portugais, l'italien et le sarde, Fernanda raconte son parcours qui deviendra un livre, publié pour la première fois en Italie en 1994. Un documentaire inspiré du livre a été réalisé en 1997 et une adaptation en 2001. Le travail d'illustration de l'édition française est particulièrement précieux.



Le travailleur de l'extrême, Åke Anställning, éditions Ici-bas

Pôle emploi, Caf, les boîtes d'intérim et les patrons avec leurs petits pouvoirs de merde. Voilà le combo qui pourrit la vie des travailleur-euses tous les jours. On accompagne l'auteur, un guitariste passionné du rock, dans sa vie de travailleur/chômeur précarisé, obligé de prendre n'importe quel sale boulot dans la ligne de production capitaliste. Il nous raconte la galère, les horaires décalés, le manque de logique et de respect de la part des responsables et surtout l'absurdité de la réalité du travail qui rend les heures complètement insupportables ! La seule issue de sortie, le sabotage. Ne pas prendre au sérieux la logique néolibérale du travail, ni les discours à côté de la plaque des petits responsables de production devient le choix conscient de notre personnage qui va te faire craquer de rire à chaque nouveau boulot. Une critique sur la perte de sens avec beaucoup d'humour. À ne pas rater !



Enfin libre: Grandir quand tout s'écroule, Lea Ypi, éditions Seuil

Une autobiographie politique racontée dans une première partie à partir de la perspective d'une petite fille de 6 ans, grandissant en plein période de « la fin de l'Histoire », en Albanie. On l'accompagne dans sa vie de tous les jours avec sa famille, dans ses journées à l'école et on suit ses liens avec sa prof et ses collègues. La petite Lea est très convaincue de faire partie de la construction d'un nouveau monde et elle raconte avec enthousiasme ses activités. Elle habite avec ses deux parents et avec sa grand-mère, avec qui elle entretient des forts liens de solidarité et de confiance. Petit à petit, un des plus grands bouleversement du 20^e siècle commence à s'entremêler à leur vies, les choses changent à grande vitesse et Lea commence à s'apercevoir qu'elle ne connaissait pas toute la vérité à propos de ses parents, ni de la situation politique de son pays.

L'Albanie a été jeté presque du jour au lendemain dans un monde libéral qui était censé en théorie, apporter plus de liberté à ses citoyen-nés. Cependant, les conséquences immédiates de ce changement brutal ont été les fermetures d'usines, le chômage, l'immigration et la guerre civile. La narratrice, adolescente, essaie de comprendre la nouvelle réalité politique et sociale de son pays en même temps que sa vie personnelle est bouleversée par la guerre. Certains liens sont perdus pour toujours, beaucoup de choses ne seront plus jamais comme avant. Un texte passionnant qu'on a pas envie d'arrêter de lire.

DANIELA LIMA, TOULOUSE

DU BON SON... INTERDIT AUX BOUFFONS

DISQUES

On attaque fort avec la sortie vinyle attendue depuis un bout de temps par les reggae addicts. Deux bombes taillées pour le Sound System (et bastonnées en version Dubplate par les meilleures sonos de France, de Navarre et d'ailleurs) sur des productions de Likka Lion et réunies sur un maxi par Chouette Record, un label lié au Sound parisien Nayabin (allez fouiner sur leur Bandcamp, ils y ajoutent régulièrement des Digital Releases et autres Duplates). D'un côté, un vocal du chanteur américain d'origine jamaïcaine **King Mas**, *Liffe caan done* (disponible sur le net depuis une dizaine d'année) subi un traitement stepper des plus efficace, et le dub est à l'avenant. De l'autre, **King Stanley** reprend *le Mary de Gregory Isaac*, sur un tempo alangui au groove entraînant. Le chanteur anglais semble se spécialiser dans les reprises du Cool Ruler. En effet, son adaptation de l'anthem Rumours sur un riddim de Stepwizer est sortie depuis peu. Notons que peu de temps après la sortie du vinyle, Marshall Neeko à lui aussi proposé sa relecture du Life caan done. Son *Bandcamp* (à prix libre!!!) est une mine toujours mise à jour avec de nouvelles livraisons de remix sur des riddims maison ! Le Marshall alimente aussi régulièrement une chaîne Youtube consacrée au reggae des années 90's (et early 00's) pleine de pépites.

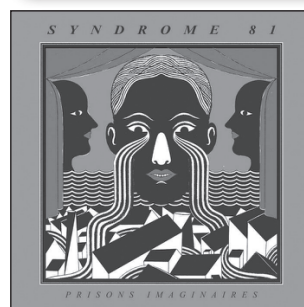
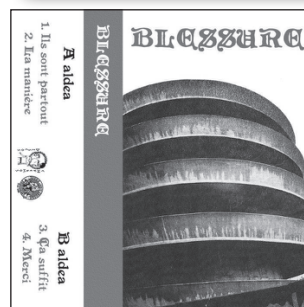
Peut être un peu moins attendu (dans tous les sens du terme!), la dernière sortie de **Soul of Ambessa** a de quoi surprendre ! Sur un riddim comme les affectionne le label suisse, du genre tu pourrais croire que ça été enregistré sur Maxfield Avenue à Kingston à la fin des 70's, jusqu'à là, on est en terrain connu. Non la vraie surprise c'est le chant en français, et le texte... signé Baudelaire. En effet, **Max Livio** nous livre ici une interprétation du *Chant d'automne* de Charles. Adapter du Baudelaire en reggae et que ça sonne mieux que Gainsbarre et sa marseillaise, fallait le faire. Ils l'ont fait, et bien fait !

On troque les dreads pour des crêtes et autres cranes d'œuf et on file du côté de Brest pour s'offrir une double dose de punk/oï ! bien mélodique et ultra accrocheuse. **Syndrome 81** profite du repassage de leur 1^{er} album *Prisons imaginaires* (Destructure Record et Sabotage, 2022) pour en éditer une version « *Inédits, démos et prises alternatives* » (Destructure Record et Sabotage, 2023). C'est donc un presque double album que nous propose le quintet breton, et c'est du tout bon ! Des textes bien pensés sur de la musique bien balancée, des refrains qui s'incrusteront dans ton crane sans que tu t'en rendes compte mais qui ne te quittent plus (du genre tu te retrouve à beugler « *et dans les rue de Brest j'ai prolongé l'ivresse* » alors que t'as jamais mis les pieds dans cette foutue ville), que demander de plus ? La suite, vite ! En attendant on peut aller jeter une oreille (voire même deux) sur l'album du slide project du bassiste du groupe, *Prisonnier du Temps Comme un lion en cage* (UVPR ?, 2022), un poil plus hardcore et brut.

Toujours gris et froid, mais plus à l'est, c'est de Nancy que **Rancœur** envoie les 11 titres de leur premier album éponyme (Kanal hysterik & co, 2022). Dans un style qu'ils qualifient de « cold oï ! » aux paroles remplies de rage, aux cœurs entêtants et aux refrains puissants, ils multiplient les clins d'œil aux mythiques Camera Silens (le meilleur et le plus authentique groupe de Punk/Oï ! hexagonal de tous les temps, mais c'est un autre débat...). Et puis si tu chopes le vinyle t'aura le droit à une superbe pochette dépliant (la version en rouge et noire claque tout, évidemment), alors hésite pas plus longtemps... surtout que « les traites seront laisser face à leur conscience » !

Dans le genre groupes sous influences bordelaises, on passe direct aux basques de **Blessure** qui balance depuis Bilbo une K7 4 titres de très belle facture. Sur une musique très Camera-esque (et bien exécutée), le chant féminin en français avec l'accent euskara apporte fraîcheur et originalité. On espère un album avec une bonne production pour bientôt. Et comme ça déchire sur scène, courrez les voir si l'occasion se présente !

THOMAS RACASSE, BOBIGNY



- 1 – <https://nyabin.bandcamp.com/music>
- 2 – <https://marshallneeko.bandcamp.com/>
- 3 – <https://www.youtube.com/@ReggaeNineties>
- 4 – <https://soulofanbessa.bandcamp.com/music>
- 5 – <https://syndrome81.bandcamp.com/>
- 6 – <https://rancoeurcoldoi.bandcamp.com/music>
- 7 – <https://blessurepunk.bandcamp.com/album/blessure>
- 8 – Bilbao en langue euskara



À DÉCOUVRIR

La bande originale du mouvement: les Vulves Assassines en tournée et en manif

Évidemment, on a pu entendre le doux bruit du slogan du mouvement de 2010 «*la retraite, à 60 ans, on s'est battus pour la gagner, on se battra pour la garder*» en introduction de leur titre phare craché par les sono de plusieurs cortèges depuis janvier. C'est sur cette musique qu'on a pu traverser avec le cortège féminisme le nuage lacrymogène lors

de la manifestation du 11 février, tant elle nous motivait à avancer malgré les détonations et la crainte d'une partie du cortège. Cette chanson, intitulée *La retraite*, issue de leur second album *Das Kapital*, est donc sortie en 2022. Leurs deux premiers albums abordent les sujets de manière très directe, comme d'autres groupes de rap, de punk, ou de mélange interstyles qui, ces dernières années, n'ont plus le temps de faire dans l'abstraction ou les figures de style. Ça parle d'écologie politique, de Pierre Gattaz, de lutte de classes, du chômage, du fétichisme pour le bien-être hors-sol,

de pression à la beauté, des violences sexuelles... Leur album fait référence à plusieurs reprises à Marx, et les trois musiciennes parisiennes affirment d'elles-mêmes de faire de la politique sous forme de musique, car elles ne savaient pas vraiment faire de musique à la base (enfin si quand même un peu !). C'était même pas vraiment l'idée. L'objectif étant de faire entendre des discours féministes (et) marxistes par un public plus large que celui qui prend le temps de lire les tracts. C'est chose faite : elles jouent dans moult endroits, et notamment plusieurs petites villes dans les prochaines semaines. Depuis le lancement du groupe en 2013, *les Vulves Assassines* ont bien évolué, mais aujourd'hui, elles font salle comble à la Maroquinerie et veulent donner de la joie pour gagner.

Conseil de visite : le site vulvesassines.fr sur lequel on rigole beaucoup, avec des citations de féministes et de révolutionnaires.

Conseil d'écoute : le titre *Das Kapital* pour se motiver tout en réécoutant des citations du Livre 1 du *Capital*.

Conseil de lecture : leur interview sur le site muzzart.fr

SOLENE FERRANDON-BESCOND, RENNES

A2C AUTONOMIE DE CLASSE - QUI SOMMES-NOUS ?

Ce groupe de personnes militant pour l'autonomie de classe – abrégé A2C – a été lancé à l'été

2016. Il s'organise autour de deux pratiques principales :

- des rencontres tous les deux mois, en général à Paris, sur deux jours, pour se former et s'organiser ;

- la rédaction d'articles théoriques en lien avec notre pratique militante ou de retours d'expériences, diffusés sur internet et imprimés au format de bulletin, de brochure, ou de revue comme celle-ci.

A2C est actuellement composé de personnes militant majoritairement à Paris – dans le 18^e et le 20^e arrondissement, à Montreuil, à Rennes, à Marseille et à Toulouse.

Les personnes impliquées dans cette équipe s'investissent dans des collectifs contre les frontières, des collectifs de personnes avec et sans papiers, des collectifs féministes, des syndicats. Nous pensons notre militantisme dans le mouvement et pour le mouvement. Ce qui suppose d'éviter les raccourcis,

de penser qu'une organisation pourrait décider à elle-seule la direction que devrait prendre le mouvement. Lutter là où nous sommes, là où nous habitons, à partir de notre réalité, nous paraît primordial pour pouvoir gagner. Cela fait partie des implications, tactiques et stratégiques, de l'analyse que nous faisons de la période dans laquelle nous vivons.

Cette analyse est à la fois simple et veut dire beaucoup : ce que nous appelons trajectoire du capital pousse toujours vers plus de compétition entre États, s'oriente nécessairement vers plus de frontières, de racisme, de violences et d'écrasement. Nous pensons également qu'il est juste de ne pas regarder uniquement le rouleau compresseur du capitalisme, et de s'intéresser aux révoltes. Nous analysons toujours la société, malgré toutes les tentatives sincères de remises en question, comme étant divisée en deux classes : celle des possédants-exploiteurs, et celle des personnes qui doivent travailler pour vivre ou survivre. À l'intérieur de

cette division en classes existent des rapports d'oppression et des violences qui traversent toute la société.

Des résistances, des insurrections, des situations révolutionnaires ont lieu encore – évidemment – aujourd'hui. Des moments où une partie importante de la population d'une région prend la confiance pour s'affronter à un État, à une frange de la bourgeoisie, et à leurs armées. Ces moments n'appartiennent pas au passé et n'interviennent ni mécaniquement ni spontanément. Aucune recette magique n'existe pour faire la révolution. Mais ne pas s'organiser facilite la tâche des dominants qui peuvent mettre en place ce qui va dans leurs seuls intérêts. C'est pourquoi nous sommes convaincues que s'organiser est nécessaire.

S'organiser, cela signifie pour nous : développer la confiance individuelle et collective nécessaire à entrer en action, savoir vers où l'on veut aller, quitte à changer de trajectoire après des débats et des discussions dans l'intérêt du mouvement, se

regrouper, et faire des tests en fonction de ce qui nous semble le plus juste politiquement.

a) Nous pensons que la formation politique n'est pas une fin en soi et est sensée lorsqu'elle a pour objectif de transformer toute la société. L'analyse seule n'est pas synonyme de victoire. Cela se saurait.

La conviction permet de s'investir dans le mouvement en proposant, en augmentant notre capacité à agir collectivement.

b) Dans le même temps, s'investir dans tous les mouvements sans approche stratégique, sans boussole, est épuisant et démoralisant. Le mouvement seul n'est pas synonyme de victoire. Cela se saurait.

Être dans le mouvement nous incite à nous regrouper pour se questionner sur la manière dont nous agissons.

Ces deux constats nous poussent vers une organisation traversée par l'humilité et le volontarisme : ne pas penser que la défaite ou la victoire est assurée d'avance. C'est dans ce sens qu'A2C s'est réuni il y a cinq ans.

07

MARS 2023

DE L'HUILE SUR LE FEU !

JU LHULLIER-LE MOAL (RENNES) ET
JAD BOUHAROUN (PARIS 18^e)

GRÈVER EN FÉMINISTES !

KIM ATTIMON (RENNES)

AUX ORIGINES DE L'OPPRESSION DES FEMMES

MARIE PÉRIN

LOI DARMANIN : LE DEUXIÈME FRONT ?

ANZOUMANE SISSOKO, DENIS GODARD

HOURIA BOUTELDJA : BEAUF ET BARBARES – LE PARI DU NOUS

MATHIEU PASTOR (PARIS 20^e)

ARRÊTER LE TRAVAIL, COMMENCER À RÊVER !

NICOLAS VERDON (PARIS 19^e)

LIBRAIRES EN GRÈVE : C'EST TROP LA CLASSE !

SANA (PARIS 18^e) ET LOU (MARSEILLE)

QUEL SYNDICALISME AUJOURD'HUI ?

BARNABÉ BOUCHARD (RENNES) ET
GAËL BRAIBANT (MONTREUIL)

1973 : LA RÉVOLTE DES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS

ANOUC (MARSEILLE)

CULTURE

DANIELA LIMA (TOULOUSE), SOLEN
FERRANDON-BESCOND (RENNES), THOMAS
RACASSE (BOBIGNY)

AUTONOMIE DE CLASSE - QUI SOMMES-NOUS ?

A2C

PROCHAINS WEEKENDS D'A2C

C'est une première : en mars, Autonomie de classe ne se retrouvera pas à Paris pour un weekend national. En effet, nous avons choisi d'expérimenter une nouvelle formule : des weekends régionaux !

Vous pourrez donc nous retrouver à Paris, Marseille et Rennes pour des journées de formations/débats !

LE 12 MARS À MARSEILLE

À partir de 9h à La Base, 3, rue pierre Roche.
(9h30 : présentation du weekend, 10h : Situation politique,
14h : Le mouvement des travailleurs arabes, 17h : Construire
un antifascisme large : l'exemple de Ras l'front

LE 12 MARS ET LES 13-14 MAI À PARIS 20^e

À partir de 9h au 3, place des Grès.
(10h : Faut-il tout péter pour gagner contre Macron ?,
13h30 : Spontanéité et conscience de classe, 16 : Marine
Le Pen pourrait-elle profiter du mouvement des retraites ?

LES 9 ET 9 AVRIL À RENNES

Lieu et horaires à venir.
(Situation politique, Qu'est ce qui permet de passer d'un
mouvement de grève à un mouvement de masse ?,
L'économie et le contexte d'inflation, L'antifascisme : présen-
tation du mouvement de masse antifasciste en reprenant
l'exemple de KEERFA, Loi Darmanin et antiracisme)

Une question, une remarque, une polémique ?

A2C@RISEUP.NET

WWW.AUTONOMIEDECLASSE.ORG

PRIX LIBRE (PRIX DE REVIENT 2,5 EUROS)